

Interreg



Co-funded by
the European Union

NEXT MED

Programme Interreg NEXT MED 2021-2027

**Rapport d'examen préalable de l'évaluation
environnementale stratégique**

et

Évaluation du principe « Do no significant harm (DNSH) »

(mars 2022)

Avis de non-responsabilité :

Les informations et les points de vue exposés dans ce rapport sont ceux de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement l'opinion officielle de l'autorité de gestion.

Citation recommandée :

Programme Interreg NEXT MED 2021-2027, Examen préalable de l'évaluation environnementale stratégique, février 2022

Auteur :

Angelos Sanopoulos

MSc Évaluation environnementale et infrastructure

MSc avec félicitations en systèmes et sciences de la géo-information

MSc en planification urbaine et régionale

Autorité de gestion du programme et autorité de coordination de l'EES :

Autorité de gestion du Programme ENI CBC Bassin Maritime Méditerranée

Région autonome de la Sardaigne

Via Bacareda, 184 - 09127 Cagliari, Italie

Interreg



Co-funded by
the European Union

NEXT MED

Table des matières

1. INTRODUCTION.....	6
1.1. Contexte.....	6
1.2. Processus EES.....	6
1.3. Objectif de l'examen préalable.....	7
1.4. Évaluation du principe « Do no significant harm (DNSH) ».....	7
2. APERÇU DU PROGRAMME.....	8
2.1. Domaine du programme.....	8
2.2. Stratégie du programme.....	9
3. CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL.....	15
3.1 Statu quo environnemental.....	15
4. PROJECTION DU PROGRAMME INTERREG NEXT MED.....	28
4.1 Processus de sélection.....	28
4.2 Examen préalable.....	29
4.3 Examen préalable selon les critères définis à l'annexe II de la directive EES.....	38
5. DECISION DE L'EXAMEN PREALABLE.....	44
6. ÉVALUATION DU PRINCIPE « DO NO SIGNIFICANT HARM ».....	46
7. DISPOSITIONS RELATIVES AU SUIVI.....	56
ANNEXE 1 : AUTORITES ENVIRONNEMENTALES.....	60

Tableaux et figures

<i>Tableau 1 : Objectifs et actions prévues dans le cadre du programme Interreg Next MED 2021-2027 (version du programme du 17 décembre 2021).....</i>	<i>10</i>
<i>Tableau 2 : Zones protégées.....</i>	<i>16</i>
<i>Tableau 3 : Tendances du statu quo environnemental pour le programme NEXT MED 2021-2027.....</i>	<i>22</i>
<i>Tableau 4 : Cohérence entre les objectifs spécifiques du programme NEXT MED et les principales références européennes et transnationales.....</i>	<i>29</i>
<i>Tableau 5 : Incidences potentielles sur l'environnement du programme NEXT MED 2021-2027.....</i>	<i>34</i>
<i>Tableau 6 : Examen préalable selon les critères définis à l'annexe II de la directive EES.....</i>	<i>36</i>
<i>Tableau 7 : évaluation du principe « Do no significant harm » (DNSH).....</i>	<i>44</i>
<i>Tableau 8 : Principes horizontaux.....</i>	<i>55</i>
<i>Tableau 9 : Liste des autorités environnementales compétentes pour l'EES.....</i>	<i>58</i>
<i>Figure 1 : Processus EES.....</i>	<i>6</i>
<i>Figure 2 : Zones protégées NATURA 2000, PMUE.....</i>	<i>15</i>
<i>Figure 3 : Ressources d'eau douce naturelle-annuelle-renouvelable-par-capacité-dans-les-bassins-versants-méditerranéens.....</i>	<i>20</i>
<i>Figure 4 : Phases pertinentes pour le suivi des dispositions.....</i>	<i>54</i>

Interreg



Co-funded by
the European Union

NEXT MED

1. INTRODUCTION

1.1. Contexte

L'obligation de procéder à une Évaluation environnementale stratégique (EES) est fondée sur la directive 2001/42/CE relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, adoptée par le Conseil de l'Union européenne le 27 juin 2001 (ci-après dénommée « directive EES »).

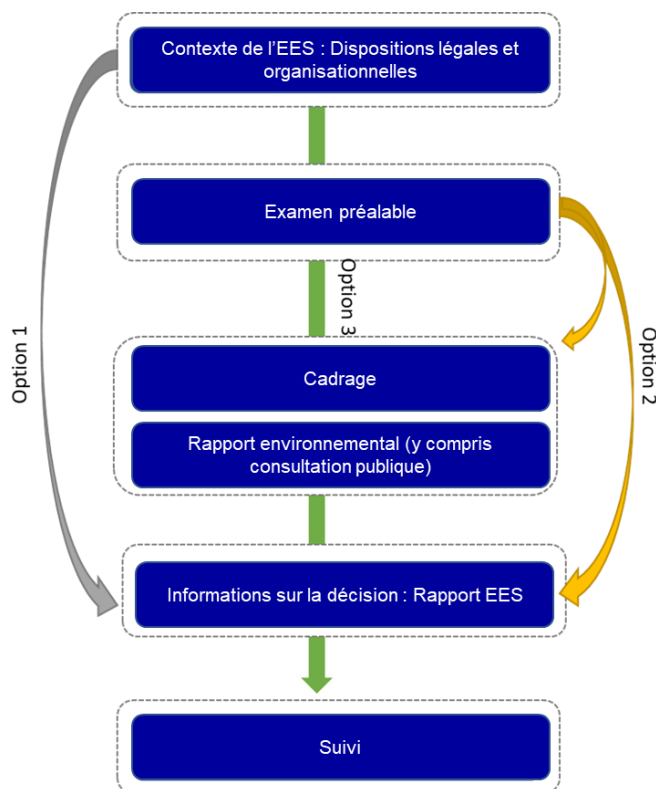
La directive EES vise à assurer un niveau élevé de protection de l'environnement et à contribuer à l'intégration de considérations environnementales lors de la préparation et l'adoption de plans et de programmes en vue de promouvoir le développement durable. Cette directive régit également dans quels cas et comment une évaluation environnementale doit être réalisée pour les programmes cofinancés par l'Union européenne (y compris les programmes Interreg tels que le programme NEXT MED).

La directive EES est transposée dans le droit national par les États membres de l'UE, tandis que les États non membres de l'UE peuvent la suivre ou peuvent avoir signé ou se conformer au protocole international sur l'évaluation stratégique environnementale (protocole EES, Kiev 2003). Ce protocole EES complète la convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontalier (connue sous le nom de convention d'Espoo, 1991) en garantissant que les différentes parties intègrent l'évaluation environnementale dans leurs plans et programmes dès les premiers stades, et contribuant ainsi à jeter les bases du développement durable. Le protocole EES est entré en vigueur le 11 juillet 2010.

1.2. Processus EES

Le processus EES est réalisé en suivant ces étapes clés :

Figure 1 : Processus EES



Source : Sanopoulos 2022 sur la base de TESIM 2020

Selon le programme ou le plan, une EES complète peut ne pas être obligatoire. Dans ce contexte, il y a trois options à prendre en considération :

- **Option 1** : Certains programmes ou plans peuvent ne pas entrer dans le champ d'application de la directive EES et aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire.
- **Option 2** : Un examen préalable peut être nécessaire pour évaluer la nécessité d'une évaluation environnementale et, selon les résultats de l'examen préalable, une EES complète peut être nécessaire ou non.
- **Option 3** : Une évaluation EES complète du programme ou du plan est automatiquement nécessaire (avec ou sans évaluation préalable).

1.3. Objectif de l'examen préalable

Le présent rapport d'examen préalable fait partie de l'évaluation environnementale stratégique (EES) du programme Interreg NEXT MED 2021-2027 (programme Interreg NEXT MED). Il décrit le processus de sélection et l'évaluation comme une étape précoce importante de l'EES, qui permet d'analyser la nécessité de réaliser une évaluation environnementale stratégique complète (option 2 ci-dessus).

L'examen préalable est fondé sur le projet de document de programme et sur les critères pertinents énoncés à l'annexe II et à l'article 3, paragraphe 5, de la directive 2001/42/CE de l'Union européenne relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement (directive EES). Sur la base de l'évaluation préalable, une décision doit être prise en incluant les alternatives suivantes :

- **Une EES complète n'est pas.** Une déclaration confirmant que l'EES n'est pas applicable et une note sur les conclusions de l'examen préalable expliquant les raisons pour lesquelles une EES complète n'est pas nécessaire doivent être publiées. Tous les documents pertinents établis au cours de la phase d'examen préalable doivent être mis à la disposition de la Commission européenne afin de démontrer que les dispositions applicables de la directive EES ont été respectées.
- **Une évaluation EES complète est nécessaire.** Un rapport de cadrage et un rapport environnemental doivent être préparés. Au cours du processus complet d'EES, les autorités environnementales et le public doivent être consultés.

Pour parvenir à une conclusion finale sur l'examen préalable, l'autorité de gestion du programme Interreg NEXT MED **consultera les autorités environnementales des pays participant au programme**, qui devront examiner et répondre à l'évaluation de l'autorité de gestion pour savoir si le programme est susceptible d'avoir des effets significatifs sur l'environnement.

Une liste des autorités environnementales compétentes en matière d'EES de tous les pays participants, désignées par les membres de la task force Interreg Next MED, est présentée à l'annexe II.

1.4. Évaluation du principe « Do no significant harm (DNSH) »

En plus de l'examen préalable EES, le programme Interreg NEXT MED profite de l'examen EES pour effectuer l'évaluation du principe « Do no significant harm (DNSH) » pendant la phase de programmation et avant l'adoption du programme par la Commission afin d'empêcher l'inclusion d'activités ou de types d'actions dans les programmes qui pourraient causer des préjudices importants (conformément au règlement sur la taxonomie de l'UE (UE) 2020/852). Les détails sont fournis au chapitre 6.

2. APERÇU DU PROGRAMME

L'objet de cette examen préalable est le programme Interreg NEXT MED 2021-2027, qui est en cours de préparation pour la période de financement 2021-2027. La contribution affectée par l'UE à ce programme est d'environ **244 millions d'euros** et le budget total du programme (y compris les contributions nationales) est d'environ **270 millions d'euros**. À l'heure actuelle (février 2022), la version finale de l'analyse territoriale et le projet de stratégie du programme sont disponibles.

Le programme soutiendra la coopération euro-méditerranéenne dans une dimension transnationale, à la fois comme outil de la politique de développement régional de l'UE et comme élément de la Politique européenne de voisinage visant à établir une zone de prospérité et de bon voisinage. La vision du programme est de contribuer à la réalisation d'un développement intelligent, durable et équitable pour tous à travers le bassin méditerranéen en soutenant une coopération et une gouvernance multi-niveaux équilibrées, durables et de grande envergure. Les actions proposées sont de nature « douce » et il n'est pas prévu de soutenir de grands projets d'investissement dans les infrastructures.

2.1. Domaine du programme

Les 15 pays participants sont :

- 7 États membres de l'UE : Chypre, France, Grèce, Italie, Malte, Portugal, Espagne
- 7 partenaires de la PEV : Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Palestine, Tunisie
- 1 pays candidat en négociation : Turquie

La liste des régions éligibles est présentée ci-dessous :

PAYS	RÉGIONS ÉLIGIBLES
Algérie	Tlemcen ; Ain Temouchent ; Oran ; Mostaganem ; Chlef ; Tipaza ; Alger ; Boumerdes ; Tizi Ouzou ; Bejaia ; Jijel ; Skikda ; Annaba ; El Tarf
Chypre	Tout le pays
Égypte	Matruh ; Al Iskandariyah (alex.) ; Al Buhayrah (behera) ; Kafr -el-sheikh ; Ash Sharqiyah (sharkia) ; Al Daqahliyah (dakahlia) ; Dumyat (damietta) ; As Ismailiyah (ismailia) ; Bur Said (port Said) ; Gouvernorat du Caire
France	Languedoc-Roussillon ; Midi-Pyrénées ; Provence-Alpes-Côte d'Azur ; Corse
Grèce	Αττική/Attiki ; Βόρειο Αιγαίο/Voreio Aigaio ; Νότιο Αιγαίο/Notio Aigaio ; Κρήτη/Kriti ; Ανατολική Μακεδονία, Θράκη/Anatoliki Makedonia, Thraki ; Κεντρική Μακεδονία/Kentriki Makedonia ; Δυτική Μακεδονία/Dytiki Makedonia ; Ήπειρος/Ipeiros ; Θεσσαλία/Thessalia ; Ιόνια Νησιά/Ionia Nisia ; Δυτική Ελλάδα/Dytiki Elláda ; Στερεά Ελλάδα/Stereá Elláda ; Πελοπόννησος/Peloponnisos

Israël¹	Tout le pays
Italie	Ligurie ; Campanie ; Pouilles ; Basilicate ; Calabre ; Sicile ; Sardaigne ; Toscane ; Latium
Jordanie	Tout le pays
Liban	Tout le pays
Malte	Tout le pays
Palestine²	Tout le pays
Portugal	Algarve
Espagne	Catalogne ; Comunitat Valenciana ; Îles Baléares ; Andalousie ; Région de Murcie ; Ville de Ceuta ; Ville de Melilla
Tunisie	Zaghouan ; Kairouan ; Sidi Bouz ; Manouba ; Siliana ; Le Kef ; Gafsa ; Kebili ; Tataouine ; Jendouba ; Beja ; Bizerte ; Ariana ; Tunis ; Ben Arous ; Nabeul ; Sousse ; Monastir ; Mahdia ; Sfax ; Gabes ; Medenine
Turquie	Tekirdağ, Edirne, Kırklareli ; Balıkesir, Çanakkale ; İzmir ; Aydın, Denizli, Muğla ; Manisa, Afyonkarahisar, Kütahya, Uşak ; Antalya, Isparta, Burdur ; Adana, Mersin ; Hatay, Kahramanmaraş, Osmaniye

2.2. Stratégie du programme

Les objectifs politiques et spécifiques sélectionnés du programme Interreg Next MED 2021-2027 pour la période de financement 2021-2027 sont les suivants :

- **OP1 : « Une Méditerranée plus compétitive et plus intelligente »** en promouvant une transformation économique innovante et intelligente :
 - OS 1.1 : Développer et renforcer les capacités de recherche et d'innovation et l'adoption de technologies avancées
 - OS 1.3 : Renforcer la croissance durable et la compétitivité des PME et la création d'emplois dans les PME, notamment par des investissements productifs

¹ Conformément à la politique de l'UE, le programme ne s'applique pas aux territoires occupés par Israël depuis juin 1967. Ainsi, conformément aux lignes directrices sur l'éligibilité des entités israéliennes et de leurs activités dans les territoires occupés par Israël depuis juin 1967 pour les subventions, prix et instruments financiers financés par l'UE à partir de 2014 (JO C 205/9 du 19.7.2013), seules les entités israéliennes ayant leur lieu d'établissement à l'intérieur des frontières israéliennes d'avant 1967 sont considérées comme éligibles au financement de l'UE. En outre, les activités des entités israéliennes financées par l'UE ne doivent pas être menées dans les territoires occupés par Israël depuis juin 1967.

² Cette désignation ne doit pas être interprétée comme la reconnaissance d'un État de Palestine et est sans préjudice des positions individuelles des États membres sur cette question.

- **OP2 : « Une Méditerranée plus verte et sobre en carbone »** soutenant la transition vers une économie nette zéro carbone et résiliente en promouvant la transition énergétique propre et équitable, l'investissement vert et bleu, l'économie circulaire, l'atténuation et l'adaptation au changement climatique :
 - OS 2.1 : Promouvoir l'efficacité énergétique et réduire les émissions de gaz à effet de serre
 - OS 2.4 : Promouvoir l'adaptation au changement climatique et la prévention des risques de catastrophes, la résilience, en tenant compte des approches éco-systémiques
 - OS 2.5 : Promouvoir l'accès à l'eau et la gestion durable de l'eau
 - OS 2.6 : Promotion de la transition vers une économie circulaire et économe en ressources
- **PO4 : « Une Méditerranée plus sociale et inclusive »** offrant des possibilités d'apprentissage, garantissant l'égalité des chances et l'intégration socio-économique et améliorant l'accès aux soins de santé grâce à l'utilisation de la numérisation et de l'innovation technologique :
 - OS 4.2 : Améliorer l'égalité d'accès à des services inclusifs et de qualité en matière d'éducation, de formation et d'apprentissage tout au long de la vie en développant des infrastructures accessibles, notamment en favorisant la résilience pour l'éducation et la formation à distance et en ligne
 - OS 4.5 : Assurer l'égalité d'accès aux soins de santé et favoriser la résilience des systèmes de santé, y compris les soins primaires, et promouvoir la transition des soins institutionnels vers les soins familiaux et communautaires
- **ISO1 : « Une meilleure gouvernance de la coopération pour la Méditerranée »** en promouvant des activités conjointes de partage des connaissances, en renforçant la coopération avec les partenaires et la capacité institutionnelle des autorités publiques et des parties prenantes :
 - OS (ISO1.6) autres actions pour soutenir une meilleure gouvernance de la coopération (tous les volets).

Une vue d'ensemble des objectifs sélectionnés et des types d'actions indicatives est présentée à l'adresse dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1 : Objectifs et actions prévues dans le cadre du programme Interreg Next MED 2021-2027 (version du programme du 17 décembre 2021)

Objectif de la politique/ Priorités	Objectifs spécifiques	Actions potentielles (résumées) ³
OP 1 : Une Europe (et son voisinage) plus compétitive et plus intelligente en promouvant une transformation économique innovante et intelligente et la connectivité régionale des TIC	OS 1.1 : Développer et renforcer les capacités de recherche et d'innovation et l'adoption de technologies avancées	A.1.1.1 : Soutien aux essais et au développement transnationaux de technologies, de processus et de services, ainsi qu'à l'adoption de la technologie, au transfert de technologie et à la commercialisation des résultats de la recherche et de la propriété intellectuelle.
		A.1.1.2 : Soutien à la mise en réseau transnationale des entreprises et des universités en matière de RD&I, aux partenariats et aux plateformes de partage du savoir-faire et des résultats, en améliorant l'accès, la collaboration, la mobilité et les synergies transnationales.
		A.1.1.3 : Soutien aux activités de recherche et d'innovation des entreprises, y compris les investissements dans les

³ Source : projet de document du Programme Interreg NEXT MED d'octobre 2021

Objectif de la politique/ Priorités	Objectifs spécifiques	Actions potentielles (résumées) ³
Priorité 1 : Une Méditerranée plus compétitive et plus intelligente		infrastructures de recherche transnationales, les équipements, les pépinières d'entreprises, la mise en réseau et les programmes transnationaux de partage des infrastructures.
	OS 1.3 : Renforcer la croissance durable et la compétitivité des PME et la création d'emplois dans les PME, notamment par des investissements productifs	A.1.3.1 : Soutien transnational à la co-crédation et au suivi des start-ups et des spin-offs, en encourageant leur esprit d'entreprise, l'innovation, la diversification et la croissance.
		A.1.3.2. : Développement et promotion de clusters, réseaux, chaînes de valeur, laboratoires vivants, incubateurs et accélérateurs transnationaux, ainsi que leur mise en réseau et l'échange de bonnes pratiques.
		A.1.3.3. : Développement des compétences transnationales et mesures visant à anticiper les besoins en compétences, à accroître l'esprit d'entreprise et à améliorer la capacité d'adaptation des entreprises, des travailleurs et des entrepreneurs au changement.
		A.1.3.4. : Services, plates-formes et réseaux transnationaux de soutien aux entreprises pour favoriser l'internationalisation des entreprises, l'adoption et l'utilisation des éco-innovations et des technologies propres, et l'amélioration de l'environnement des entreprises.
		A.1.3.5. : Initiatives pour la transformation numérique des PME et le développement des compétences et des capacités, l'innovation et l'application du commerce électronique transnational.
OP2 : Une Europe (et son voisinage) plus verte, à faible émission de carbone, en transition vers une économie nette à zéro carbone et résiliente, en promouvant une transition énergétique propre et équitable, des investissements verts et bleus, l'économie circulaire, l'atténuation et l'adaptation au changement	OS 2.1 : Promouvoir l'efficacité énergétique et réduire les émissions de gaz à effet de serre	A.2.1.1a : Mise en œuvre d'actions pilotes pour démontrer les avantages techniques, financiers et environnementaux des mesures liées à l'efficacité énergétique, aux sources d'énergie renouvelables et à la gestion intelligente de l'énergie.
		A.2.1.1b : Initiatives transnationales liées au transfert de technologies, à l'utilisation des résultats de la recherche et à l'adaptation aux besoins et capacités locaux en matière d'efficacité énergétique, de sources d'énergie renouvelables et de gestion intelligente de l'énergie.
		A.2.1.2 : Initiatives transnationales visant à accroître la sensibilisation, les capacités et à encourager la participation active et l'inclusion des citoyens, des organisations de la société civile et du secteur privé, ainsi que la coopération avec les autorités publiques en ce qui concerne l'impact du changement climatique, l'efficacité énergétique, les sources d'énergie renouvelables et la gestion intelligente de l'énergie.
		A.2.1.3 : Intégration et adaptation dans les cadres réglementaires, la formulation des politiques et la prise de

Objectif de la politique/ Priorités	Objectifs spécifiques	Actions potentielles (résumées) ³
climatique, la prévention et la gestion des risques, et la mobilité urbaine durable Priorité 2 : Une Méditerranée plus verte, à faible émission de carbone et résiliente	OS 2.4 : Promouvoir l'adaptation au changement climatique, la prévention des risques de catastrophes et la résilience, en tenant compte des approches fondées sur les écosystèmes	décision des autorités régionales et locales des dispositions et des normes de performance favorisant l'efficacité énergétique, les sources d'énergie renouvelables, le contrôle de la performance énergétique et les compteurs intelligents.
		A.2.4.1 : Mise en œuvre de pilotes et de procédures de démonstration pour accroître les capacités et les possibilités de déploiement conjoint, fournir une « preuve de concept » et renforcer l'innovation dans les domaines de l'adaptation au changement climatique, de la prévention des risques et de la résilience aux catastrophes.
		A.2.4.2 : Initiatives transnationales visant à accroître la sensibilisation, les capacités et à encourager la participation active et l'inclusion des citoyens, des organisations de la société civile et du secteur privé, ainsi que la coopération avec les autorités publiques en matière d'adaptation au changement climatique, de prévention des risques et de résilience aux catastrophes.
	OS 2.5 : Promouvoir l'accès à l'eau et la gestion durable de l'eau	A.2.4.3 : Intégration et adaptation dans les cadres réglementaires, la formulation des politiques et la prise de décision des autorités régionales et locales des dispositions et des normes de performance favorisant l'adaptation au changement climatique et la prévention des risques, y compris la planification d'urgence et de résilience.
		A.2.5.1a : Mise en œuvre de projets pilotes pour démontrer les avantages techniques, financiers et environnementaux des mesures liées à la gestion du cycle de l'eau, à l'utilisation rationnelle de l'eau pour les industries et les ménages et à la réhabilitation des masses d'eau, en impliquant les autorités locales, les fournisseurs de services publics, les associations professionnelles et les agences environnementales.
		A.2.5.1b : Initiatives transnationales liées au transfert de technologie, à l'utilisation des résultats de la recherche et à l'adaptation aux besoins et capacités locaux des autorités locales et régionales, des fournisseurs de services publics, des associations professionnelles, des praticiens, des entreprises et des chaînes d'approvisionnement en matière de gestion du cycle de l'eau, d'utilisation rationnelle de l'eau pour les industries et les ménages et de réhabilitation des masses d'eau.
		A.2.5.2 : Initiatives transnationales visant à accroître la sensibilisation, les capacités et à encourager la participation active des citoyens, des organisations de la société civile et du secteur privé, ainsi que la coopération avec les autorités publiques sur les activités concernant l'impact du

Objectif de la politique/ Priorités	Objectifs spécifiques	Actions potentielles (résumées) ³
		changement climatique, les tendances de la consommation d'eau, l'état écologique et quantitatif des ressources en eau, la gestion du cycle de l'eau, l'efficacité de l'eau et la réhabilitation des masses d'eau.
		A.2.5.3 : Intégration et adaptation dans les cadres réglementaires, la formulation des politiques et la prise de décision, ainsi que la formulation de dispositions et de normes de performance favorisant l'utilisation efficace de l'eau, l'adaptation au changement climatique lié à l'eau, les incitations à l'économie d'eau, la gestion du cycle de l'eau et la réhabilitation des masses d'eau (y compris la surveillance de l'utilisation de l'eau, les compteurs intelligents et la tarification de l'eau)
	OS 2.6 : Promotion de la transition vers une économie circulaire et économe en ressources	A.2.6.1a : Mise en œuvre de projets pilotes pour démontrer les avantages techniques, financiers et environnementaux des mesures liées à la gestion du cycle de vie, à la conception des produits, à la gestion des déchets, à l'efficacité des ressources pour les industries et les ménages et au recyclage, avec la participation des autorités locales, des fournisseurs de services publics, des associations professionnelles, des consommateurs et des ONG, des entreprises/fournisseurs de services locaux et des agences environnementales.
		A.2.6.1b : Initiatives transnationales liées au transfert de technologie, à l'utilisation des résultats de la recherche et à l'adaptation aux besoins et capacités locaux des autorités locales et régionales, des fournisseurs de services publics, des associations professionnelles, des praticiens, des entreprises et des chaînes d'approvisionnement en matière de conception de produits, de gestion des déchets, d'efficacité des ressources et de recyclage.
		A.2.6.2 : Initiatives transnationales visant à sensibiliser et à encourager la participation active des citoyens, des organisations de la société civile et du secteur privé, ainsi que la coopération avec les autorités publiques, en ce qui concerne l'efficacité des ressources, les impacts de l'utilisation des ressources et les modes de consommation.
		A.2.6.3 : Intégration et adaptation dans les cadres réglementaires, la formulation des politiques et la prise de décision et la formulation des politiques des autorités régionales et locales des dispositions et des normes de performance favorisant l'efficacité des ressources, la gestion du cycle de vie, les dispositions relatives au recyclage et la prise en compte de l'économie circulaire.
OP 4 : Une Europe (et son voisinage)	OS 4.2 : Améliorer l'égalité d'accès à	A.4.2.1 : Mesures et partenariats transnationaux en matière d'éducation et de formation pour anticiper les besoins en

Objectif de la politique/ Priorités	Objectifs spécifiques	Actions potentielles (résumées) ³
<p>plus sociale et inclusive mettant en œuvre le pilier européen des droits sociaux</p> <p>Priorité 4 : Une Méditerranée plus sociale et inclusive</p>	<p>des services inclusifs et de qualité en matière d'éducation, de formation et d'apprentissage tout au long de la vie en développant des infrastructures accessibles, notamment en favorisant la résilience pour l'éducation et la formation à distance et en ligne</p>	compétences, y compris par le biais de la formation en cours d'emploi et de l'expérience professionnelle.
		A.4.2.2 : Développement de plateformes transnationales et d'infrastructures numériques pour l'apprentissage et l'éducation en ligne.
		A.4.2.3 : Programmes et initiatives d'alphabétisation numérique, en particulier parmi les migrants, les NEET, les jeunes, les femmes, les personnes défavorisées, les chômeurs de longue durée et les populations rurales.
		A.4.2.4 : Développement de partenariats, de programmes, d'initiatives et d'innovations transnationaux/internationaux pour améliorer les possibilités d'éducation, la qualité, l'accès et la mobilité des groupes confrontés à des obstacles spécifiques à la participation (jeunes, femmes, migrants, demandeurs d'asile, chômeurs de longue durée et personnes ayant des besoins spécifiques).
	<p>OS 4.5 : Garantir l'égalité d'accès aux soins de santé et favoriser la résilience des systèmes de santé, y compris les soins primaires, et promouvoir la transition des soins institutionnels vers les soins familiaux et communautaires</p>	A.4.2.5. : Actions et services transnationaux qui favorisent l'égalité des sexes, l'égalité des chances, l'inclusion sociale, l'intégration socio-économique et l'autonomisation.
		A.4.5.1 : Développement et pilotage d'outils numériques transnationaux, d'innovations, d'applications et de services pour améliorer la fourniture de soins de santé et renforcer l'égalité et la rapidité d'accès à des services de qualité
<p>ISO 1 : Objectif spécifique interrégional d'une meilleure gouvernance de la coopération</p> <p>Priorité ISO : Une meilleure gouvernance de la coopération en Méditerranée</p>	<p>ISO 1.6 : Autres actions pour soutenir une meilleure gouvernance de la coopération</p>	.
		A.4.5.3. : Mesures visant à améliorer la résilience des systèmes de soins de santé et la capacité des organisations de la société civile et des communautés en matière de soins de santé, y compris la mise en réseau transnationale, le renforcement des capacités et la formation en matière de soins de santé améliorant la préparation et l'adaptation aux pandémies et autres crises sanitaires.
		ISO.1.6.1 : Promouvoir et mettre en œuvre des mesures et des actions conjointes pour améliorer la capacité institutionnelle, l'appropriation et le partage des connaissances entre les parties prenantes, les acteurs locaux et les administrations publiques.
		ISO.1.6.2 : Développer et mettre en œuvre des outils communs qui peuvent contribuer à la conception d'initiatives socio-économiques et environnementales ainsi qu'à la fourniture de services publics innovants qui entrent dans le champ d'intervention du programme Interreg Next Med.

3. CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL

3.1 Statu quo environnemental

La description du statu quo environnemental et des caractéristiques de la zone est basée sur l'analyse territoriale pour la période de programmation 2021-2027 et sur d'autres documents et bases de données pertinents. Un résumé de l'état actuel et de la tendance attendue est donné pour les questions environnementales énumérées à l'annexe I de la directive EES, en mettant l'accent sur les questions qui sont susceptibles d'être affectées de manière significative.

a) Biodiversité et écosystèmes

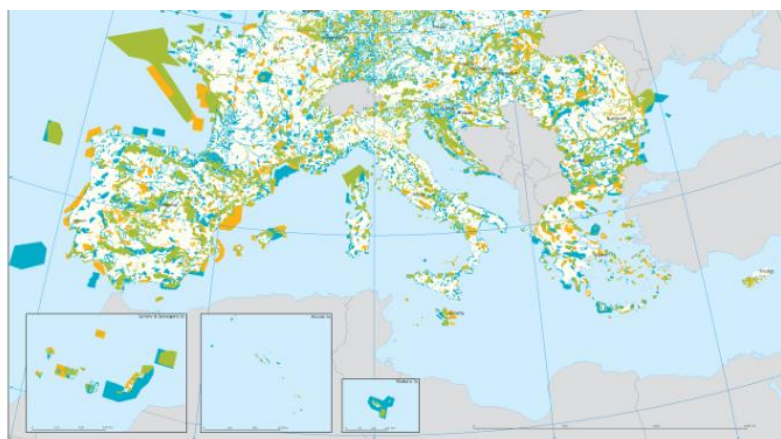
La zone du programme présente une grande diversité d'écosystèmes, terrestres et marins, et un taux très élevé d'espèces endémiques. Cette biodiversité est cependant soumise à des pressions à la fois par des facteurs internes (tels que l'activité humaine) mais aussi par des facteurs externes (tels que le changement climatique et les espèces envahissantes).

Couverture forestière et biomasse : Sur le plan terrestre, la couverture forestière et la biomasse présentent une différence significative entre le nord et le sud. Alors qu'au nord, les forêts couvrent une grande partie du pays (et se développent, principalement en raison de l'abandon des terres et de l'urbanisation), leur part au sud est très faible, avec des chiffres en hausse dans quelques pays. Le changement climatique devrait avoir un impact important sur la qualité des forêts au cours des prochaines décennies, tandis que les incendies de forêt deviendront plus fréquents.

Les captures de la pêche : Un problème spécifique à la mer Méditerranée est l'impact de la pêche sur l'environnement ; les stocks de poissons de la région ne sont pas en bon état, alors que la pêche devient plus efficace. Les captures de la pêche ont augmenté dans un certain nombre de pays de la région en 2012-2019. L'aquaculture ne compense que partiellement la surexploitation.

Zones protégées : En ce qui concerne la protection de la biodiversité, au niveau de l'UE, la directive « Oiseaux » et la directive « Habitats » exigent que les PMUE protègent les habitats et les espèces importants en créant des zones protégées connues sous le nom de sites Natura 2000, mais les régimes de protection nationaux s'appliquent également. Natura 2000 a conduit à une augmentation importante des zones protégées dans les PMUEs. Les zones protégées des PPM sont également en expansion.

Figure 2 : Zones protégées NATURA 2000, PMUE



NATURA 2000 - UNION EUROPÉENNE

- Sites de la directive sur les oiseaux (SPA)
- Sites de la directive sur les habitats (pSCI, SCI, SAC)
- Sites (ou parties de sites) appartenant aux deux directives.

European Environment Agency



Source :
- NATURA 2000 - 2019, communiqué de presse de l'Agence européenne pour l'environnement, 2019.
- Sources : données de l'Agence européenne pour l'environnement et de la Banque mondiale.
- Projet de loi sur la biodiversité, 2019.

Source : Agence européenne pour l'environnement, 2019

Sur le plan terrestre, où les zones protégées ont été établies plus tôt, les PMUE disposent d'un réseau stable et développé de zones, mais le sud rattrape rapidement son retard.

Du côté marin, les choses sont plus dynamiques puisque de nombreuses aires marines protégées n'ont été créées que récemment. Les superficies augmentent rapidement dans les PMUE alors qu'elles sont encore relativement faibles dans les PPM. Toutefois, si l'établissement progresse, le contrôle et l'application des règles restent globalement à la traîne.

Si l'on compare la part des zones protégées à la superficie du pays et aux eaux territoriales, il est évident que la part des zones protégées est plus importante dans les PMUE que dans les PPM. Cependant, leur gestion reste problématique. Seules quelques zones disposent d'un plan de gestion à part entière et encore moins le mettent en œuvre efficacement.

Tableau 2 : Zones protégées

Type de zone protégée	Part
Zones protégées terrestres MC de l'UE (% de la superficie terrestre), 2018	26 %
Zones protégées terrestres PPM ⁴ (% de la surface terrestre)	9 %
Zones marines protégées EU MC (% des eaux territoriales) 2018	13 %
Zones marines protégées PPM ⁵¹ (% des eaux territoriales) 2018	5 %

Source : Base de données des indicateurs de développement de la Banque mondiale, compilation propre, 2021

⁴En excluant le Maroc et la Libye, la part des aires protégées terrestres dans la superficie terrestre des PPM diminuerait à 8 %, tandis que la part des aires protégées marines augmenterait à 6 %.

b) Sols et économie circulaire

Alors que les PMUE montrent certaines tendances à découpler la croissance économique et l'utilisation des ressources, de nombreux PPM sont encore très dépendants des ressources matérielles. Dans de nombreux cas, la production de déchets et les activités dangereuses se sont déplacées du nord, intensivement réglementé, vers le sud.

Production de déchets : La production moyenne de déchets par personne et par an était de 4,9 tonnes dans l'UE en 2014. La majorité provient d'activités telles que la construction et la démolition, les mines, les carrières et l'industrie manufacturière. Les déchets ménagers et municipaux représentent une moyenne de 411 kg par personne et par an.

La production de déchets par habitant et par an dans les PPM reste faible par rapport aux PMUE (bien que des statistiques récentes fassent défaut pour certains PPM). Cependant, il est en augmentation rapide. Ce fait, conjugué aux tendances démographiques, fait peser une lourde charge sur la gestion future des déchets et sur l'environnement (par exemple sur les sols).

Gestion des déchets : Même lorsque la gestion des déchets est mise en œuvre, les effets de rebond s'appliquent toujours. La mise en décharge reste un pilier de la région. Le tri et le traitement des déchets (ménagers), s'ils sont mis en œuvre, se font généralement aux points de collecte, ce qui a des répercussions sur les coûts et la qualité des fractions séparées (hormis le métal). Les déchets organiques représentent une fraction importante dans les pays méditerranéens (surtout dans les zones urbaines des pays les plus pauvres, dans les zones rurales ils sont recyclés sur place) ; et en raison de leur forte proportion d'eau, ils sont lourds et encombrants à transporter. La mise en décharge constitue un gaspillage de son potentiel énergétique et crée diverses nuisances (attraction des rongeurs, odeurs, écoulements, etc. qui peuvent être extrêmement gênants dans le climat méditerranéen).

Globalement, la consommation et l'élimination des ressources passent par certaines étapes, à savoir (i) la consommation, (ii) l'élimination, (iii) la collecte et le traitement, (iv) le recyclage et la réutilisation, (v) l'élimination finale.

Les habitudes de consommation présentent deux caractéristiques : (i) des valeurs par habitant nettement plus élevées dans le nord et des tendances relativement stables. Dans le nord, de nombreux pays affichent une réduction principalement due aux effets de la crise économique et non à une transformation de leur production. Dans le sud, les valeurs les plus élevées sont observées en Israël et en Turquie en raison de leur style de vie « occidental » et de leur production industrielle.

La production de déchets est liée à la consommation ; la tendance générale est à la hausse. Dans les PMUE, Malte affiche une augmentation extrême, suivie de Chypre, du Portugal et de l'Espagne. Toutefois, ce changement pourrait également être dû à la réorganisation des systèmes de collecte des déchets plutôt qu'à une augmentation de la production de déchets en soi (par exemple, dans le cas de petits pays comme Malte et Chypre). La part de la matière organique diminue également, tandis que le mélange de déchets ressemble peu à peu aux « modèles nord-européens » (plus de matériaux d'emballage et plus d'électronique).

Dans les PPM (bien que les données ne soient généralement pas disponibles), la tendance générale est à l'augmentation de la production de déchets (augmentation des valeurs par habitant et de la population).

Taux de recyclage : Si la production de déchets augmente, les installations de traitement se développent également. Le traitement se limite généralement à la collecte, à la compression et éventuellement à l'élimination de l'eau. Le traitement avancé, comme le recyclage et le compostage, reste faible.

L'élimination finale est loin d'être satisfaisante. Les décharges (souvent non contrôlées) sont encore le pilier de l'élimination des déchets. Bien qu'aucun chiffre n'ait pu être trouvé, la situation devrait être pire dans les PPM.

Boîte 1 : Tourisme et économie circulaire

Un aspect pertinent pour l'économie circulaire en Méditerranée est le tourisme. La zone comprend une combinaison de caractéristiques attrayantes (climat, littoral et qualité des eaux de baignade, paysages et patrimoine culturel, etc.) qui en font la région touristique la plus populaire d'Europe et l'une des plus grandes zones touristiques du monde.

En 2017, plus de 230 millions de personnes, principalement originaires d'Europe occidentale et septentrionale, ont visité la région, dont 90 % ont séjourné dans les PMUE. Les destinations des touristes sont inégalement réparties, avec des régions comme la Catalogne, les Baléares, la Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Vénétie et la côte dalmate comme points chauds.

Dans le passé, la durabilité du tourisme n'était pas l'objectif premier ; tout était question d'expansion quantitative associée à des installations à haute densité et à des activités à forte intensité énergétique. Cela a des conséquences négatives sur la gestion durable des côtes, de la biodiversité et des ressources en eau, entre autres. Bien qu'ils ne soient pas pleinement exploités, le tourisme doux et les variations saisonnières et géographiques (côte et arrière-pays) gagnent en importance. Les touristes, généralement issus des pays riches du Nord, présentent des habitudes de consommation accrues et des pics saisonniers. Ces deux phénomènes peuvent créer des dommages permanents dans l'infrastructure et les écosystèmes.

La question des déchets marins, c'est-à-dire des matières solides persistantes, fabriquées ou transformées, jetées, éliminées ou abandonnées dans l'environnement marin et côtier, est liée à l'économie et au tourisme. Les principales sources de déchets marins sont les sources terrestres et les navires. La majorité des déchets marins sont des déchets plastiques dont la flottabilité et donc la dispersion sont variables⁵. 200 000 tonnes de plastique sont jetées dans la région⁶.

c) Gestion de l'eau

La zone du programme est fortement touchée par des ressources en eau inégalement réparties (près des deux tiers se trouvent dans le nord), des masses d'eau de plus en plus polluées, des aquifères menacés d'épuisement et des systèmes de distribution inefficaces. Les tendances indiquent que la demande va augmenter en raison de la croissance démographique, tandis que le changement climatique aura un impact négatif sur la disponibilité de l'eau.

Les principales questions relatives à la gestion de l'eau concernent le cycle de l'eau : (i) extraction, (ii) transport, (iii) traitement, (iv) approvisionnement, (v) eaux usées, (vi) traitement et évacuation.

Extraction de l'eau : Du côté de l'extraction et en tenant compte du fait que les ressources sont rares dans certaines régions, les PMUE ont une demande relativement stable (ou en déclin) alors que dans les PPM la demande augmente ou est stable. Si l'on considère le prélèvement d'eau douce par habitant, la Grèce, la Turquie et l'Espagne ont le prélèvement le plus élevé par habitant en raison des cultures à forte consommation d'eau. La qualité de l'infrastructure de transport de l'eau joue également un rôle, car elle définit la demande au niveau de l'extraction par une consommation constante.

Population utilisant des services d'eau potable et d'assainissement gérés de manière sûre : La part de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre et la part de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre sont relativement élevées dans la plupart des pays. Les pays en retard s'améliorent constamment. L'approvisionnement en eau est généralement plus important que l'assainissement car il est plus rapide à mettre en œuvre et est considéré comme plus crucial.

⁵ PNUE (2015), évaluation des déchets marins en Méditerranée

⁶ IFREMER (2019), Monitoring and assessment guideline for marine litter in Mediterranean MPAS, (Directives opérationnelles pour le recensement et la surveillance des déchets en mer Méditerranée) projet Interreg AMARE

La collecte et le traitement des eaux usées présentent un tableau similaire. La plupart des pays ont un niveau élevé et le reste rattrape rapidement son retard. Il convient de noter que les parts plus faibles dans certains pays n'indiquent pas l'absence d'un système mais pourraient être dues à des structures de traitement de l'eau décentralisées. Toutefois, l'écart par rapport à un niveau satisfaisant reste important et doit être mis en relation avec la dynamique démographique et la métropolisation de certaines zones urbaines du sud.

Une gestion de l'eau meilleure et plus durable, les rejets incontrôlés, la surcharge des eaux souterraines et des zones côtières en nutriments et les déversements dangereux sont et resteront des problèmes à résoudre.

d) Climat

Le climat méditerranéen se caractérise par un fort contraste de précipitations entre l'été et l'hiver, qui augmente lorsqu'on va du nord au sud et de l'ouest à l'est. Les précipitations se produisent principalement en hiver et en automne, tandis que l'été est très sec et prolongé.

Températures : Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), on peut s'attendre à une augmentation de la température de 2 à 3 °C associée à une diminution des précipitations estivales pouvant atteindre 35 %⁷ d'ici 2050. Le réchauffement de la mer est identifié par l'Agence européenne pour l'environnement comme une pression clé liée au changement climatique sur la mer Méditerranée. On s'attend à une augmentation moyenne de la température de l'eau de 0,74 °C en 2030-2040, qui pourrait atteindre 1,5 °C dans certaines régions.

Les écosystèmes marins sont déjà affectés ; l'augmentation de la température de l'eau entraîne des modifications de la salinité et de la circulation, la propagation d'espèces non indigènes, des schémas de migration et de reproduction irréguliers, des mortalités massives d'espèces, des phénomènes météorologiques plus fréquents et une augmentation du niveau de la mer. Ces développements ont un impact sur la faune sauvage mais aussi sur plusieurs espèces commerciales. L'acidification connexe des océans entraînera des changements dans le nombre et l'abondance des organismes marins. L'acidification des océans représente donc un autre stress pour les environnements marins⁸.

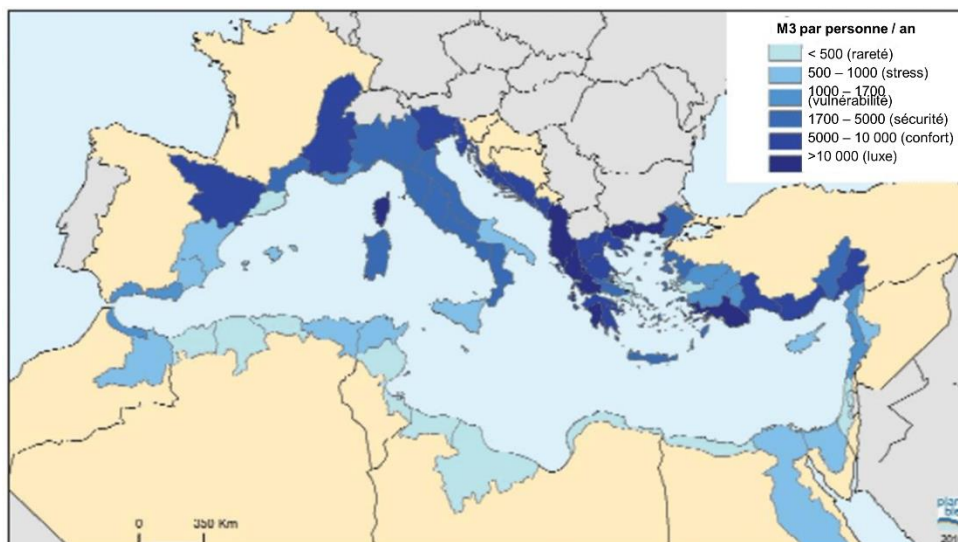
Si les aspects liés à l'atténuation du changement climatique sont généralement bien documentés (par exemple, en ce qui concerne les questions énergétiques), les informations sur l'adaptation au changement climatique sont pauvres. L'analyse de l'état de préparation de chaque pays en matière d'adaptation au changement climatique est une tâche difficile, car les mesures d'adaptation (contrairement aux mesures d'atténuation concentrées) s'étendent sur des domaines politiques tels que l'architecture, la planification spatiale, le soutien aux entreprises, la gestion de l'eau, etc. Une stratégie efficace d'adaptation au changement climatique nécessite une gouvernance multi-niveaux et multi-secteurs. Dans la plupart des pays méditerranéens, les indices de gouvernance ne sont pas très bons, alors que la Méditerranée est l'une des régions les plus touchées. En outre, des actions conjointes sont nécessaires pour renforcer la capacité de résilience et d'adaptation au changement climatique dans les PMUE et les PPM.

Le stress hydrique : Un indicateur utile, bien qu'approximatif, lié à l'adaptation au changement climatique est le niveau de stress hydrique, c'est-à-dire le prélèvement d'eau douce en proportion des ressources en eau douce disponibles (%). Plus l'indice est élevé, plus le pays sera durement touché si l'eau se raréfie en raison du changement climatique, car les ressources s'épuiseront rapidement dans un scénario de « statu quo ».

⁷ Plan Bleu (2015) <http://planbleu.org/en/activites/changement-climatique>

⁸ WWF (2015), La croissance bleue en mer Méditerranée : Le défi du bon état écologique

Figure 3 : Ressources d'eau douce naturelle-annuelle-renouvelable-par-capacité-dans-les-bassins-versants-méditerranéens



Source : Plan Bleu via Cramer, W. et al. (2018)

La situation dans les PMUE est globalement bonne, à l'exception de Malte, mais l'exploitation est en hausse dans certains pays. Dans le sud, la situation est plus précaire ; de nombreux PPM exploitent les ressources à un rythme tel qu'elles ne peuvent être reconstituées et sont très vulnérables. Même dans les pays où la part est faible, la tendance est à la hausse. Ce développement est la combinaison de la pauvreté des ressources, de bilans hydrologiques négatifs, de la dépendance à l'égard d'une agriculture exigeante en eau pour les exportations, d'une population croissante et d'infrastructures obsolètes.

Risques d'inondation : Les inondations sont des risques liés aux conditions météorologiques et leurs caractéristiques sont susceptibles d'être affectées de manière significative par le changement climatique. Elles sont déjà les catastrophes naturelles les plus fréquentes et parmi les plus coûteuses et les plus meurtrières au monde, y compris dans la région méditerranéenne. Un certain nombre d'événements survenus ces dernières années (par exemple dans l'Attique occidentale en Grèce en 2017 ; dans le sud de la France en 2018, etc.) montrent que les risques et la mortalité liés aux inondations restent une préoccupation majeure dans les pays méditerranéens. Le tourisme et le patrimoine naturel et culturel devraient également devenir vulnérables à ces effets climatiques et une attention particulière devrait leur être accordée.

Les émissions de gaz à effet de serre : Celles-ci sont estimées en tant qu'émissions finales de GES par habitant (tonnes d'équivalent CO₂ par habitant). Bien que les données manquent pour la plupart des PPM, certaines différences peuvent être observées entre les pays, notamment entre les PMUE et les PPM. Alors que certains pays ont affiché des tendances à la baisse des émissions de GES par habitant entre 2012 et 2018 (par exemple, Malte, l'Italie, la Grèce, la France, l'Espagne, Israël), d'autres PMUE et PPM ont fait état de niveaux croissants.

Consommation d'énergie : La déclaration ministérielle de l'UpM de 2016 sur l'énergie souligne la nécessité d'utiliser les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. L'énergie propre et la transition vers une économie à faible émission de carbone constituent également l'un des domaines thématiques du Green Deal.

Bien que l'UE ait déployé de nombreux efforts en faveur d'une économie à faible émission de carbone, la Méditerranée reste une région fortement dépendante des combustibles fossiles. Les PPM ont un taux de dépendance de plus de 90 %, tandis que la plupart des PMUE sont également très dépendants.

La demande d'énergie augmente dans la région en raison de la croissance démographique, des modes de vie (par exemple, les maisons de vacances), de l'étalement urbain et du changement climatique (le refroidissement des bâtiments devient plus important, alors que le parc immobilier est ancien et présente

de mauvaises caractéristiques d'efficacité énergétique passive et active). Bien que l'approvisionnement en énergie soit moins problématique ces dernières années, l'efficacité énergétique reste un défi à relever.

La consommation d'énergie dans la grande majorité des PMUE est en baisse [Consommation finale d'énergie dans les ménages par habitant (Kilogramme d'équivalent pétrole)]. Cela est dû en partie aux améliorations de l'efficacité, mais aussi à la contraction de l'économie et à la migration des activités industrielles vers la périphérie. Dans les PPM, la consommation globale d'énergie est en hausse. Il s'agit d'une tendance logique compte tenu du stade de développement des PPM, mais elle offre également une grande opportunité pour les investissements en matière d'efficacité énergétique.

Les énergies renouvelables : Globalement, la part des énergies renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie est en hausse dans la région, ce qui indique que les investissements dans ce domaine sont payants. Il existe cependant des différences considérables dans les parts et les tendances des énergies renouvelables. Alors que dans les PMUE, la part se situe entre 8 % et 31 %, la plupart des valeurs se situant dans la fourchette de 10 % à 20 %, les PPM présentent des différences significatives, quatre pays ayant des niveaux comparables à ceux des PMUE et les autres ayant une part faible ou pratiquement inexistante.

Les raisons sont nombreuses, la disponibilité de combustibles fossiles bon marché et le cadre institutionnel relatif aux énergies renouvelables étant les plus déterminants. Dans ce contexte, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour promouvoir les énergies renouvelables, notamment dans les PPM.

e) Air

Les émissions de gaz à effet de serre : Comme indiqué plus haut, on constate des différences entre les pays en ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre par habitant, notamment entre les PMUE et les PPM. Alors que certains pays ont affiché des tendances à la baisse des émissions de GES par habitant entre 2012 et 2018 (par exemple, Malte, l'Italie, la Grèce, la France, l'Espagne, Israël), d'autres PMUE et PPM ont fait état de niveaux croissants.

Polluants atmosphériques : La qualité de l'air s'est améliorée dans les PMUE, la majorité des pays respectant les plafonds d'émissions pour certains polluants atmosphériques tels que le NH₃, le NMVOC, le NO_x et le SO (Agence européenne pour l'environnement⁹). Toutefois, des améliorations supplémentaires sont nécessaires, notamment en Espagne (par exemple, avec le NH₃). La situation concernant l'explosion de la population urbaine à des concentrations supérieures aux normes de l'UE pour les PM₁₀, PM_{2.5}, O₃ et NO₂ reflète également la nécessité de poursuivre les efforts de réduction des polluants atmosphériques (par exemple à Malte, en Grèce, en Italie et à Chypre).

Dans les PPM, on manque de statistiques suffisantes sur les pollutions atmosphériques. Toutefois, pour certains polluants atmosphériques tels que les PM_{2.5}, la concentration moyenne annuelle est supérieure à la valeur indicative annuelle de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en matière de qualité de l'air pour la quasi-totalité des pays¹⁰, y compris certains PMUE.

f) Santé humaine

Les personnes vivant dans la zone du programme sont exposées à divers risques tels que ceux liés au changement climatique (par exemple, les risques d'inondation) ainsi que ceux liés à la pollution atmosphérique.

⁹ <https://www.eea.europa.eu/data-and-maps/dashboards/air-quality-statistics>

¹⁰ <https://www.euro.who.int/en/health-topics/environment-and-health/air-quality/data-and-statistics>

<https://www.iamat.org/country/morocco/risk/air-pollution#:~:text=In%20accordance%20with%20the%20World,maximum%20of%2010%20C2%B5g%2Fm3.>

Risques d'inondation : Les inondations sont déjà les catastrophes naturelles les plus fréquentes et parmi les plus coûteuses et les plus meurtrières au monde, y compris dans la région méditerranéenne. La densité d'un événement fatal est corrélée à la densité de population et à la fréquence des précipitations. Le nombre moyen de décès dépend également d'autres facteurs tels que la prévention ou la gestion de crise qui sont cruciaux pour la zone du programme.

La pollution de l'air : Les statistiques de l'OMS montrent que, dans la région européenne de l'OMS, l'exposition aux particules diminue l'espérance de vie de chaque personne d'un an en moyenne, principalement en raison du risque accru de maladies cardiovasculaires et respiratoires et de cancer du poumon. D'autre part, une autre étude utilisant les données de 25 villes de l'UE a estimé que l'espérance de vie pourrait être augmentée d'environ 22 mois dans les villes les plus polluées si les concentrations de PM_{2,5} à long terme étaient réduites au niveau annuel recommandé par l'OMS¹¹. Toutefois, le respect du niveau annuel recommandé par l'OMS pour les PM_{2,5} reste un défi dans la région.

Un résumé des tendances potentielles de ces questions et indicateurs environnementaux dans la région pour la nouvelle période de programmation est présenté ci-dessous.

Tableau 3 : Tendances du statu quo environnemental pour le programme NEXT MED 2021-2027

Indicateurs	Tendances	Description	Source(s)
Biodiversité et écosystèmes			
Couverture forestière et biomasse	↑↓	La couverture forestière et la biomasse présentent une différence significative entre le nord et le sud. Alors que dans le nord, les forêts couvrent une grande partie du pays (et sont en expansion), leur part dans le sud est très faible et ne progresse que dans quelques pays. Cependant, le changement climatique devrait avoir un impact important sur la qualité des forêts et de la biomasse, ce qui rend l'évaluation des tendances plutôt difficile.	Eurostat Base de données de l'ONU
Captures de la pêche	↑	Les stocks de poissons de la région ne sont pas en bon état, alors que les pêcheries deviennent plus efficaces. Les captures de la pêche ont augmenté entre 2012 et 2019 dans certains pays. L'aquaculture ne compense que partiellement la surexploitation.	Eurostat Banque de travail
Zones protégées	→↑	Sur le plan terrestre, les PMUE disposent d'un réseau de zones stable et développé, mais le sud rattrape rapidement son retard. Du côté marin, les choses sont plus dynamiques puisque de nombreuses aires marines protégées n'ont été créées que récemment. Les superficies augmentent rapidement dans les PMUE alors	Eurostat Agence européenne pour l'environnement Banque mondiale

Indicateurs	Tendances	Description	Source(s)
		qu'elles sont encore relativement faibles dans les PPM. Il faut donc s'attendre à une tendance à la hausse. D'autre part, leur gestion doit également être améliorée.	Base de données de l'ONU
Sols et économie circulaire			
Production de déchets	↑	<p>La production de déchets augmente. Dans l'UE, la majorité provient de la construction et de la démolition, des mines, des carrières et de l'industrie manufacturière. Dans les PPM, la production de déchets par habitant et par an reste faible par rapport aux PMUE (bien que des statistiques récentes fassent défaut pour certains PPM). Cependant, il est en augmentation rapide.</p> <p>Ce fait, associé aux tendances démographiques, fait peser une lourde charge sur la gestion future des déchets et sur l'environnement.</p>	Base de données de l'ONU Eurostat
Gestion des déchets	↓	<p>La mise en décharge reste un pilier de la région. le tri et le traitement des déchets (ménagers), s'ils sont mis en œuvre, se font généralement aux points de collecte, ce qui a des répercussions sur les coûts et la qualité des fractions séparées (hormis le métal). Les déchets organiques représentent une fraction importante dans les pays méditerranéens (surtout dans les zones urbaines des pays les plus pauvres) ; et en raison de leur part d'eau élevée, ils sont lourds et encombrants à transporter.</p> <p>L'élimination finale est loin d'être satisfaisante. Les décharges (souvent non contrôlées) sont encore le pilier de l'élimination des déchets. Bien qu'aucun chiffre n'ait pu être trouvé, la situation devrait être pire dans les PPM.</p>	Base de données de l'ONU Eurostat
Taux de recyclage	➡↑	Le traitement se limite généralement à la collecte, à la compression et éventuellement à l'élimination de l'eau. Le traitement avancé, comme le recyclage et le compostage, reste faible, surtout pour les PPM. Il faut s'attendre à ce que ce taux augmente, en particulier dans les	Eurostat Base de données de l'ONU Union pour la Méditerranée (2019). Rapport final.

Indicateurs	Tendances	Description	Source(s)
		PMUE, compte tenu de la tendance à la hausse observée entre 2012 et 2019.	Analyse régionale des (I)NDCs dans la région SEMed
Eau			
Extraction de l'eau	=	Les PMUE ont une demande relativement stable (ou en déclin) alors que dans les PPM la demande augmente dans certains pays. Toutefois, il n'est pas possible d'évaluer correctement les tendances, car les données manquent pour de nombreux pays.	Eurostat
Population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre	↑	La part de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre est relativement élevée dans la plupart des pays. Les pays en retard s'améliorent constamment.	Base de données de l'ONU Union pour la Méditerranée (2019). Rapport final. Analyse régionale des (I)NDCs dans la région SEMed
Population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre	↑	La part de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre est relativement élevée dans la plupart des pays, mais inférieure à celle de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre. Toutefois, des tendances à la hausse se dégagent pour la majorité des pays. L'approvisionnement en eau est généralement plus important que l'assainissement car il est plus rapide à mettre en œuvre et considéré comme plus crucial.	Base de données de l'ONU Eurostat Statistiques nationales
Collecte et traitement des eaux usées	➡↑	La plupart des pays ont un niveau élevé et le reste rattrape son retard. Toutefois, l'écart par rapport à un niveau satisfaisant reste important et doit être considéré également en relation avec la dynamique de la population et la métropolisation de certaines zones urbaines du sud. Une gestion de l'eau meilleure et plus durable, les rejets incontrôlés, la surcharge des eaux souterraines et des zones côtières en	Base de données de l'ONU Eurostat Statistiques nationales

Indicateurs	Tendances	Description	Source(s)
		nutriments et les déversements dangereux sont et resteront des problèmes à résoudre.	
Climat			
Températures	↑	Le réchauffement de la mer est identifié par l'Agence européenne pour l'environnement comme une pression clé liée au changement climatique sur la mer Méditerranée. Une augmentation moyenne de la température de l'eau de 0,74°C est prévue en 2030-2040, qui pourrait atteindre 1,5°C dans certaines régions.	Agence européenne pour l'environnement Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)
Le stress hydrique	↑	La situation dans les PMUE est globalement bonne. Cependant, l'exploitation est en hausse dans certains pays. De nombreux PPM exploitent les ressources à un rythme qui ne peut être reconstitué et sont très vulnérables. Même dans les pays où la part est faible, la tendance est à la hausse. Ce développement est la combinaison de la pauvreté des ressources, de bilans hydrologiques négatifs, de la dépendance à l'égard d'une agriculture exigeante en eau pour les exportations, d'une population croissante et d'infrastructures obsolètes.	Base de données de l'ONU Plan Bleu via Cramer, W. et al. (2018)
Risques d'inondation	↑	Les risques et la mortalité liés aux inondations restent une préoccupation majeure dans les pays méditerranéens, qui devrait s'accroître en raison du changement climatique. Le tourisme et le patrimoine naturel et culturel devraient également devenir vulnérables à ces effets climatiques et une attention particulière est nécessaire.	Vinet F. et al (2019). Cartographie de la mortalité liée aux inondations dans le bassin méditerranéen. Résultats de la BD MEFF v2.0 ¹²
Émissions de gaz à effet de serre	=	Il existe quelques différences entre les pays, notamment entre les PMUE et les PPM. Alors que certains pays ont affiché des tendances à la baisse des émissions de GES par habitant entre 2012 et 2018 (par exemple, Malte, l'Italie, la Grèce, la France, l'Espagne et Israël), d'autres pays ont enregistré des niveaux croissants. PMUE et PPM ont fait état de niveaux croissants.	Eurostat

¹² https://www.researchgate.net/publication/336760378_Mapping_Flood-Related_Mortality_in_the_Mediterranean_Basin_Results_from_the_MEFF_v20_DB

Indicateurs	Tendances	Description	Source(s)
		Le manque de données pour la plupart des PPM rend l'évaluation difficile.	
Consommation d'énergie	=	La consommation d'énergie dans la majorité des PMUE est en baisse, ce qui est en partie dû aux améliorations de l'efficacité mais aussi à la contraction de l'économie et à la migration des activités industrielles vers la périphérie. Dans les PPM, la consommation globale d'énergie est en hausse. Il s'agit d'une tendance logique si l'on tient compte du stade de développement des PPM. L'efficacité énergétique reste un défi qu'il convient de relever.	Eurostat Agence internationale de l'énergie
Énergie renouvelable	↑	La part des énergies renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie est en augmentation. Il existe cependant des différences considérables dans les parts et les tendances des énergies renouvelables. Des efforts supplémentaires devraient être attendus pour promouvoir les énergies renouvelables, en particulier dans les PPM.	Eurostat Base de données de l'ONU
Air			
Émissions de gaz à effet de serre	=	Il existe quelques différences entre les pays, notamment entre les PMUE et les PPM. Alors que certains pays ont affiché des tendances à la baisse des émissions de GES par habitant entre 2012 et 2018 (par exemple, Malte, l'Italie, la Grèce, la France, l'Espagne et Israël), d'autres pays ont enregistré des niveaux croissants. PMUE et PPM ont fait état de niveaux croissants. Le manque de données pour la plupart des PPM rend l'évaluation difficile.	Eurostat
Polluants atmosphériques	→ ↑	Bien que certaines améliorations aient été apportées, les niveaux d'émissions de certains polluants atmosphériques (par exemple, PM10, PM2.5, O3 et NO2) sont relativement élevés pour de nombreux pays de la région, y compris certains PMUE.)	Agence européenne pour l'environnement OMS
Santé humaine			

Indicateurs	Tendances	Description	Source(s)
Risques d'inondation	↑	Les risques et la mortalité liés aux inondations restent une préoccupation majeure dans les pays méditerranéens, qui devrait s'accroître en raison du changement climatique.	Vinet F. et al (2019) Cartographie de la mortalité liée aux inondations dans le bassin méditerranéen. Résultats de la BD MEFF v2.0
La pollution de l'air	↑	Bien que certaines améliorations aient été apportées, les niveaux d'émissions de certains polluants atmosphériques (par exemple, PM10, PM2.5, O3 et NO2) et les émissions de GES sont relativement élevés pour de nombreux pays de la région, surtout si on les compare aux valeurs indicatives annuelles de l'OMS en matière de qualité de l'air.	Agence européenne pour l'environnement OMS

Source : Élaboration propre

Légende	
↑	Augmentation
→	Pas de changement
↓	Diminution
=	Aucune évaluation possible, principalement en raison du manque de

4. PROJECTION DU PROGRAMME INTERREG NEXT MED

4.1 Processus de sélection

Ce chapitre décrit le processus de sélection effectué pour le programme Interreg NEXT MED. Il résume le contexte réglementaire pertinent en tenant compte de la directive EES et des autres législations pertinentes (par exemple, la législation sur l'EES). Cela permet de mieux comprendre la pertinence du programme par rapport au champ d'application de l'EES, ainsi que ses effets potentiels sur l'environnement.

La directive EES régit dans quels cas et de quelle manière une évaluation environnementale doit être réalisée pour les programmes cofinancés par l'UE. Étant donné que la directive EES ne traite pas spécifiquement des programmes de coopération avec les pays tiers, il incombe à l'État membre qui accueille l'autorité de gestion (l'Italie dans le cas présent) de définir, conformément à sa législation nationale, comment réaliser une EES pour le programme.

Conformément à l'**article 3.2 de la directive**, le programme a été analysé si :

- Il est préparé pour l'agriculture, la sylviculture, la pêche, l'énergie, l'industrie, les transports, la gestion des déchets et des eaux, les télécommunications, le tourisme, l'urbanisme et l'aménagement du territoire ou l'utilisation des sols, et elle fixe le cadre de l'autorisation de développement futur des projets énumérés dans la directive EIE (85/337/CEE), **ou**
- Il pourrait avoir un effet probable sur les sites définis à l'article 6 ou 7 de la directive 92/43/CEE (directive « Habitats »). Selon l'article 6.3 de la directive « Habitat », tout plan ou projet non directement lié ou nécessaire à la gestion du site mais susceptible d'affecter celui-ci de manière significative, individuellement ou en combinaison avec d'autres plans ou projets, doit faire l'objet d'une évaluation appropriée de ses incidences sur le site compte tenu des objectifs de conservation de celui-ci. La terminologie « site » fait référence aux sites d'importance communautaire qui, dans la ou les régions biogéographiques, contribuent de manière significative au maintien ou au rétablissement dans un état de conservation favorable d'un type d'habitat naturel (annexe I de la directive « Habitats ») ou d'une espèce (annexe II) et peuvent également contribuer de manière significative à la cohérence de Natura 2000 et/ou au maintien de la diversité biologique dans la ou les régions biogéographiques.

En outre, sur la base de l'**article 3, paragraphe 4, de la directive EES**, les États membres déterminent si les plans et programmes, autres que ceux visés à l'article 3, paragraphe 2, de la directive, qui fixent le cadre de l'autorisation des projets de développement futurs, sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

La terminologie « fixer le cadre de la future autorisation de développement des projets » de la directive EES signifie que le programme contient des critères ou des conditions qui guideraient la manière dont l'autorité compétente décide d'une demande d'autorisation de développement de projets.

La terminologie « projet » dans la directive EES est utilisée selon la définition de la directive EIE (2011/92/UE) :

- l'exécution de travaux de construction ou d'autres installations ou aménagements ;
- d'autres interventions dans le milieu naturel et le paysage, y compris celles impliquant l'extraction de ressources minérales.

Sur cette base, il a été analysé dans quelle mesure le programme prend en considération les aspects environnementaux et de durabilité en général, ainsi que les effets potentiels sur l'environnement des différents objectifs spécifiques et types d'action.

Les exigences légales en matière d'évaluation environnementale découlant des directives cadre EES, Habitats et Eau s'appliquent pleinement aux programmes cofinancés par l'UE qui seront élaborés pour la période 2021-2027 en vertu de la proposition de règlement portant dispositions communes. Les programmes élaborés dans d'autres secteurs que ceux énumérés à l'article 3, paragraphe 2, point a), de la directive EES (par exemple, la coopération territoriale, l'action sociale, etc.) ne nécessitent en principe pas une telle évaluation. L'expérience des programmes précédents a montré que les interventions soutenues par ces programmes n'impliquent pas, dans la plupart des cas, les travaux ou les infrastructures prévus dans les annexes de la directive EIE. Toutefois, si ces programmes fixent le cadre du développement de tels projets (par exemple, la construction d'écoles, d'infrastructures transnationales ou transfrontalières), il est nécessaire de déterminer s'ils sont susceptibles d'avoir des effets significatifs sur l'environnement.

L'examen préalable du programme a ensuite été effectué selon les critères énoncés à l'annexe II de la directive EES afin de déterminer si le programme est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

L'évaluation préalable globale sera consultée par les autorités nationales afin de demander leur avis et leur réaction sur cette évaluation préalable.

Si l'évaluation préalable conclut qu'une EES complète n'est pas nécessaire (conformément à l'art. 3(6)), les résultats de la détermination de l'importance probable des effets sur la base des critères énumérés à l'annexe II de la directive EES et selon l'évaluation faite par les autorités environnementales nationales seront envoyés à la Commission. Une déclaration confirmant que l'EES complète n'est pas applicable et une note sur les conclusions de l'examen préalable doivent également être publiées.

4.2 Examen préalable

Les effets potentiels du programme NEXT MED sur l'environnement ont été analysés sur la base des caractéristiques du programme et des dispositions de la directive EES. En outre, une analyse de cohérence a été réalisée en tenant compte des directives, stratégies et autres références clés européennes et transnationales.

a) Analyse de la cohérence externe

Le programme NEXT MED représente un outil pour la mise en œuvre de certains des objectifs fixés dans la stratégie et les plans au niveau européen ou transnational. Afin d'analyser la pertinence et la cohérence du programme avec les principales politiques environnementales au niveau européen et transnational, une analyse de cohérence est présentée ici.

La cohérence a été analysée en croisant les objectifs spécifiques (OS) du programme NEXT MED et les références clés au niveau européen et transnational dans une matrice d'évaluation spécifique. Ces références comprennent des documents pertinents (tels que des directives, des stratégies, des plans) sur des sujets considérés comme pertinents pour le programme, tels que ceux sur la biodiversité, l'eau, le climat, l'air, le sol, l'économie circulaire et la santé humaine.

Tableau 4 : Cohérence entre les objectifs spécifiques du programme NEXT MED et les principales références européennes et transnationales

Références	OS 1.1	OS 1.3	OS 2.1	OS 2.4	OS 2.5	OS 2.6	OS 4.2	OS 4.5	ISO 1.6
Convention de Ramsar				✓	✓				

Références	OS 1.1	OS 1.3	OS 2.1	OS 2.4	OS 2.5	OS 2.6	OS 4.2	OS 4.5	ISO 1.6
Convention de Barcelone				✓	✓				
Convention sur la diversité biologique				✓	✓	✓			
Convention des Nations unies sur le changement climatique ; Accord de Paris	✓	✓	✓	✓	✓	✓			
Convention sur l'eau				✓	✓				
Convention sur la pollution atmosphérique transfrontalière à longue distance et stratégie à long terme pour la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontalière à longue distance pour 2020-2030 et au-delà			✓	✓		✓			
Convention du patrimoine mondial de l'UNESCO	✓	✓		✓					
Convention européenne du paysage			✓	✓	✓	✓			
Directive sur les habitats (92/43/CEE)				✓	✓	✓			
Directive sur les oiseaux (2009/147/CE)				✓		✓			
Directive-cadre « Stratégie pour le milieu	✓	✓	✓	✓	✓	✓			

Références	OS 1.1	OS 1.3	OS 2.1	OS 2.4	OS 2.5	OS 2.6	OS 4.2	OS 4.5	ISO 1.6
marin »DCSMM (2008/56/CE)									
MRO Directive établissant un cadre pour la planification de l'espace maritime (2014/89/UE)	✓		✓	✓	✓	✓			
Directive-cadre sur l'eau DCE (2000/60/CE)			✓	✓	✓	✓			
Directive sur la gestion des risques d'inondation (2007/60/CE)				✓	✓				
Directive sur les eaux souterraines (2006/118 /CE)				✓	✓	✓			
Directive sur les nitrates (91/676/CEE)					✓	✓			
Directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution)	✓	✓	✓	✓	✓	✓			
Stratégie thématique sur la pollution atmosphérique COM (2005) 446 final	✓	✓	✓			✓			
Directive sur les énergies renouvelables (2018/2001/CE)			✓						
Directive-cadre sur les déchets (2008/98/CE)	✓	✓				✓			

Références	OS 1.1	OS 1.3	OS 2.1	OS 2.4	OS 2.5	OS 2.6	OS 4.2	OS 4.5	ISO 1.6
Directive sur les eaux usées (91/271/CEE)					✓	✓			
Directive sur la mise en décharge (1999/31/CE)						✓			
Stratégie thématique de l'UE sur les sols à l'horizon 2030 COM (2021) 699 final	✓	✓		✓	✓	✓			
L'agenda 2030 pour le développement durable	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Contrat vert européen COM (2019) 640 final)	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		
La stratégie de l'UE en faveur de la biodiversité à l'horizon 2030 (COM (2020) 380)	✓	✓	✓	✓	✓	✓			
Nouvelle approche pour une économie bleue durable dans l'UE COM (2021) 240 final	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		
Cadre européen 2030 pour le climat et l'énergie	✓	✓	✓	✓					
La stratégie de l'UE sur l'adaptation au changement climatique (2021/82/CE)	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		
Le 8e programme d'action pour l'environnement	✓	✓	✓	✓	✓	✓			

Références	OS 1.1	OS 1.3	OS 2.1	OS 2.4	OS 2.5	OS 2.6	OS 4.2	OS 4.5	ISO 1.6
Plan d'action pour l'économie circulaire COM/2020/98 final	✓	✓				✓			
Le plan d'objectifs climatiques 2030	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		

Source : élaboration propre basée sur les conventions, directives, règlements, etc. internationaux et européens.

b) Évaluation des incidences potentielles sur l'environnement du programme NEXT MED 2021-2027

Le programme Interreg NEXT MED a été préparé en tenant compte des principaux besoins et défis territoriaux de la zone méditerranéenne qui peuvent être efficacement traités par des projets transnationaux tels que ceux liés au changement climatique, à l'eau, à la pollution, aux ressources et à l'efficacité énergétique, etc.

Tous les domaines thématiques sélectionnés par le programme devraient avoir des incidences neutres à (indirectes) positives sur l'environnement, qui contribuent à promouvoir le développement durable ainsi que la protection et la préservation de l'environnement dans la région méditerranéenne. La relation et les effets potentiels sur l'environnement des objectifs et actions spécifiques sélectionnés pour le programme Interreg NEXT MED sont analysés ci-dessous.

Priorité 1 - Une Méditerranée plus compétitive et plus intelligente

- **OS 1.1 : Développer et renforcer les capacités de recherche et d'innovation et l'adoption des technologies avancées**

Dans cet OS, le programme soutiendra la coopération transnationale afin de développer et d'améliorer la capacité de recherche et d'innovation, notamment dans les domaines de spécialisation partagés, l'adoption de technologies avancées et la création de produits et services innovants.

L'objectif est de promouvoir la croissance économique en stimulant l'innovation et la R&D, en renforçant la R&D et les capacités entrepreneuriales des organismes de recherche, des entreprises et des autres acteurs de l'innovation, ainsi que leur collaboration dans le développement, l'expérimentation, l'adoption, la diffusion, le transfert et la commercialisation des résultats de la recherche et des innovations technologiques. Les actions devraient également viser à renforcer la durabilité et la résilience et l'adaptation au changement climatique en soutenant la R&I dans l'économie circulaire et l'économie à faible émission de carbone pour la transition verte et en encourageant l'adoption de nouvelles technologies durables.

Cet objectif soutient principalement des projets de nature « douce » visant à partager des connaissances et des technologies ainsi qu'à renforcer les capacités, et n'a pas pour objectif de mettre en place de grandes infrastructures non respectueuses de l'environnement. En fait, on s'attend à ce qu'en encourageant et en poussant le cadre régional de recherche et d'innovation vers les technologies durables et la transition verte, cela puisse avoir des impacts potentiellement positifs sur l'environnement.

- **OS 1.3 : Renforcer la croissance durable et la compétitivité des PME et la création d'emplois dans les PME, notamment par des investissements productifs**

Dans cet OS, le programme soutiendra la coopération transnationale afin d'accroître la création, l'innovation, l'internationalisation, la compétitivité, la productivité et l'esprit d'entreprise des PME, de faciliter l'insertion des chômeurs et des nouveaux entrants dans la population active et d'améliorer la création d'emplois.

Les actions seront axées sur l'amélioration des compétences et de l'esprit d'entreprise, et donc sur l'adaptabilité et la résilience de la main-d'œuvre, la promotion de l'emploi indépendant, l'encouragement de la mise en réseau et du regroupement des acteurs de l'innovation et des parties prenantes afin de favoriser l'apprentissage des politiques et l'échange d'expériences, ainsi que l'internationalisation et la durabilité. La résilience régionale sera renforcée par la transformation numérique des PME, notamment par l'amélioration de leur accès et de leurs capacités numériques dans tous les aspects du commerce et de l'emploi. Les services et les plateformes transnationales de soutien aux entreprises seront également soutenus, y compris ceux liés à l'adoption et à l'utilisation des éco-innovations et des technologies propres, ainsi qu'à l'amélioration de l'environnement des entreprises.

Cet objectif soutient principalement des projets non contraignants visant à améliorer les compétences et l'esprit d'entreprise et à encourager la mise en réseau et le regroupement de différents acteurs et parties prenantes de l'innovation qui sont neutres pour l'environnement. Par conséquent, elle n'a pas l'intention de réaliser de grands projets d'infrastructure susceptibles de nuire considérablement à l'environnement. Au contraire, on s'attend à ce qu'en soutenant les services et les plateformes transnationales de soutien aux entreprises qui sont liés à l'adoption et à l'utilisation des éco-innovations et des technologies propres, cela puisse avoir des impacts positifs sur l'environnement.

Priorité 2 : Une Méditerranée plus verte, à faible émission de carbone et résiliente

- **OS 2.1 : Promouvoir l'efficacité énergétique et réduire les émissions de gaz à effet de serre**

Dans cet OS, le programme soutiendra la coopération transnationale pour accroître la sensibilisation et la coopération, le transfert de technologie, l'utilisation des résultats de la recherche et l'adaptation aux besoins et capacités locaux afin de préparer le terrain pour la transition énergétique. Il vise également à accroître l'adoption des technologies pertinentes par le biais de projets pilotes et d'approches de validation des concepts, en soutenant un environnement propice aux organes administratifs et décisionnels dotés de capacités et de dispositions dans les domaines de l'efficacité énergétique, des sources d'énergie renouvelables et de la gestion intelligente de l'énergie.

Cet objectif soutient les projets non-contraignants et n'a pas l'intention de réaliser un quelconque type de grand projet d'infrastructure susceptible de nuire considérablement à l'environnement. Au contraire, il devrait avoir des effets positifs sur l'environnement en soutenant des actions transnationales qui favorisent l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et la gestion intelligente de l'énergie.

- **OS 2.4 : Promouvoir l'adaptation au changement climatique, la prévention des risques de catastrophes et la résilience, en tenant compte des approches fondées sur les écosystèmes**

Dans cet OS, le programme soutiendra la coopération transnationale afin d'accroître la sensibilisation à l'impact du changement climatique sur l'environnement, l'économie et la société, au-delà du contexte de l'atténuation, de l'adaptation au changement climatique, de la prévention des risques et de la résilience aux catastrophes. Il soutiendra la coopération et la capacité des mécanismes et procédures de réponse et de

communication conjoints, ainsi que les pilotes et les procédures de démonstration pour renforcer la coopération. Dans cette optique, il contribuera également à promouvoir un environnement propice à la mise en place d'organes administratifs et décisionnels dotés de capacités et de dispositions dans les domaines de l'adaptation au changement climatique, de la prévention des risques et de la résilience aux catastrophes dans le cadre d'une gouvernance multi-niveaux et multi-secteurs.

Cet objectif soutient les projets non-contraignants et n'a pas l'intention de réaliser un quelconque type de grand projet d'infrastructure susceptible de nuire considérablement à l'environnement. Au contraire, il devrait avoir des effets positifs sur l'environnement en soutenant des actions transnationales qui favorisent l'adaptation au changement climatique, la prévention des risques et la résilience aux catastrophes.

- **OS 2.5 : Promouvoir l'accès à l'eau et la gestion durable de l'eau**

Dans cet OS, le programme soutiendra la coopération transnationale afin d'accroître la sensibilisation et la coopération, le transfert de technologie, l'utilisation des résultats de la recherche et l'adaptation aux besoins et capacités locaux dans les domaines de l'efficacité de l'eau, de l'adaptation au changement climatique lié à l'eau, des incitations à l'économie d'eau, de la gestion du cycle de l'eau et de la réhabilitation des masses d'eau.

Cet objectif peut également contribuer à accroître l'adoption des technologies pertinentes par le biais d'approches pilotes et de démonstration de concept en soutenant les actions qui favorisent un environnement propice aux organes administratifs et décisionnels dotés de capacités et de dispositions dans les domaines susmentionnés, notamment la surveillance de l'utilisation de l'eau, les compteurs intelligents et la tarification de l'eau.

Cet objectif soutient les projets non-contraignants et n'a pas l'intention de réaliser un quelconque type de grand projet d'infrastructure susceptible de nuire considérablement à l'environnement. Au contraire, il devrait avoir des effets positifs sur l'environnement en soutenant des actions transnationales qui favorisent la gestion durable de l'eau.

- **OS 2.6 : Promotion de la transition vers une économie circulaire et économe en ressources**

Dans cet OS, le programme soutiendra la coopération transnationale pour accroître la sensibilisation et la coopération, le transfert de technologies, l'utilisation des résultats de la recherche et l'adaptation aux besoins et capacités locaux dans les domaines de la gestion du cycle de vie, de la conception des produits, de la gestion des déchets, de l'efficacité des ressources et du recyclage. Cet objectif contribue également à accroître l'adoption de technologies pertinentes par le biais de projets pilotes et d'approches de validation de concept, en favorisant également un environnement propice aux organes administratifs et décisionnels dotés de capacités et de dispositions dans les domaines susmentionnés.

Cet objectif soutient les projets non-contraignants et n'a pas l'intention de réaliser un quelconque type de grand projet d'infrastructure susceptible de nuire considérablement à l'environnement. Au contraire, il devrait avoir des impacts environnementaux positifs en soutenant des actions transnationales qui favorisent la transition vers une économie circulaire et économe en ressources dans la zone méditerranéenne.

Priorité 4 : Une Méditerranée plus sociale et inclusive

- **OS 4.2 : Améliorer l'égalité d'accès à des services inclusifs et de qualité en matière d'éducation, de formation et d'apprentissage tout au long de la vie en développant des infrastructures accessibles, notamment en favorisant la résilience pour l'éducation et la formation à distance et en ligne**

Dans le cadre de cet OS, le programme soutiendra des actions transnationales qui visent à améliorer l'égalité d'accès à l'éducation et aux possibilités d'apprentissage, en particulier dans le contexte de la reprise économique et des transitions numérique et verte. Il vise à garantir que les besoins en compétences correspondent à la demande du marché du travail et comprennent des expériences pratiques qui préparent adéquatement les groupes défavorisés à entrer dans la vie active.

Les possibilités d'éducation et de formation transnationales, y compris l'apprentissage en ligne et les plateformes d'éducation en ligne, seront encouragées, ainsi que les activités spécifiquement axées sur l'accès et la mobilité des groupes qui souffrent d'obstacles particuliers à la participation.

Les actions comprendront également des programmes et des initiatives d'alphabétisation numérique destinés en particulier aux catégories défavorisées et sous-représentées de la population, ainsi que des programmes et des actions éducatifs transnationaux plus larges qui favorisent l'égalité, l'inclusion et l'autonomisation.

- **OS 4.5 : Garantir l'égalité d'accès aux soins de santé et favoriser la résilience des systèmes de santé, y compris les soins primaires, et promouvoir la transition des soins institutionnels vers les soins familiaux et communautaires**

Dans le cadre de cet OS, l'accent sera mis sur le renforcement des capacités dans les secteurs de la santé et des soins sociaux par une coopération accrue, l'échange de connaissances, la formation et la mobilité, en intégrant le troisième secteur et les communautés au sens large afin d'améliorer l'efficacité, la résilience et l'état de préparation ; les améliorations de la fourniture effective de services publics qui pourraient résulter de la masse critique ou de solutions numériques, ainsi que le développement et le pilotage de nouveaux outils, solutions et processus technologiques.

Les deux objectifs spécifiques de la priorité 4 (OS 4.2 et OS 4.5) soutiendront principalement des projets non-contraignants et n'ont pas l'intention de réaliser un quelconque type de grand projet d'infrastructure ayant un impact négatif sur l'environnement.

Priorité ISO : Une meilleure gouvernance de la coopération en Méditerranée

- **ISO 1.6 - Autres actions pour soutenir une meilleure gouvernance de la coopération**

L'ISO 1.6 se concentre sur l'amélioration et le renforcement de la capacité à tous les niveaux territoriaux et parmi les parties prenantes et les acteurs de la coopération à participer à des initiatives communes dans la région méditerranéenne. Il vise également à identifier et à exploiter les synergies, à améliorer la coordination et la complémentarité entre les initiatives de coopération développées et mises en œuvre dans et à travers la Méditerranée et entre les différents acteurs.

Cet OS soutiendra et améliorera la mise en œuvre plus large des stratégies et approches territoriales en encourageant la coopération entre les programmes et les initiatives de financement dans la région méditerranéenne. Il cherchera également à développer une approche stratégique de la capitalisation des résultats et des bonnes pratiques des programmes et des projets par le développement d'outils et d'approches de collaboration et de réseaux avec d'autres activités de capitalisation dans le cadre d'autres initiatives du programme.

Cet objectif soutiendra les projets non contraignants qui visent à améliorer la capacité administrative et organisationnelle et la coordination, ainsi qu'à renforcer la capitalisation et l'exploitation des meilleures pratiques et des expériences pilotes. Par conséquent, ses actions devraient être principalement neutres pour l'environnement. Cependant, ils pourraient soutenir la mise en œuvre et la communication efficaces des

activités qui favorisent la protection de l'environnement et le développement durable global dans d'autres priorités pendant la mise en œuvre du programme.

Un aperçu de l'impact potentiel du programme NEXT MED sur l'environnement est présenté ci-dessous.

Tableau 5 : Incidences potentielles sur l'environnement du programme NEXT MED 2021-2027

Objectifs spécifiques	Biodiversité et écosystèmes	Sols et économie circulaire	Eau	Climat	Air	Santé humaine
OS 1.1	n.a.	+	n.a.	+	+	+
OS 1.3	n.a.	+	n.a.	+	+	+
OS 2.1	+	=	+	+	+	+
OS 2.4	+	+	+	+	+	+
OS 2.5	+	0	+	+	n.a.	+
OS 2.6	+	+	+	+	+	+
OS 4.2	0/+	0/+	n.a.	0/+	0/+	0/+
OS 4.5	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
ISO 1.6	0/+	0/+	0/+	0/+	0/+	0/+

Légende	
+	Impact positif
0/+	Aucun changement ou impact
0	Pas de changement
-	Impact négatif
=	Aucune évaluation possible
n.a.	Non applicable

4.3 Examen préalable selon les critères définis à l'annexe II de la directive EES

Le tableau 6 présente l'examen réalisé en prenant en compte le programme Interreg NEXT MED, ses objectifs, les types d'action et les critères définis à l'annexe II de la directive EES.

Tableau 6 : Examen préalable selon les critères définis à l'annexe II de la directive EES

Critères pour déterminer l'importance probable des effets		
I. Les caractéristiques des plans et programmes	Y a-t-il un effet significatif ? (Oui/Non)	Évaluation et justification
a) la mesure dans laquelle le plan ou le programme fixe un cadre pour les options de mise en œuvre ultérieure des projets et autres activités, soit en ce qui concerne le lieu, la nature, la taille et les conditions de fonctionnement, soit par l'affectation des ressources	Non	<p>Le programme Interreg NEXT MED définit les activités potentielles de manière large. Les incidences environnementales dépendront de la nature et de la portée précises des projets à financer, ainsi que de facteurs externes.</p> <p>En outre, les types d'action ne fixent pas de cadre pour l'autorisation de développement futur de projets nécessitant une EIE :</p> <ul style="list-style-type: none"> ne fixe pas de modalités, de conditions ou d'aspects obligatoires pour l'évaluation, notamment en ce qui concerne l'emplacement, le type, la taille, la fonction, les critères opérationnels, la consommation directe de ressources, la charge ou toute autre utilisation des ressources naturelles ; ne prescrit pas la mise en œuvre des activités susmentionnées ; n'influence pas (facilite, contribue ou entrave) les possibilités de mise en œuvre des activités susmentionnées, notamment en ce qui concerne leur localisation, leur type, leur taille, leur fonction, leurs critères opérationnels, leur consommation ou toute autre utilisation des ressources naturelles. <p>Il convient toutefois de noter que le programme dispose d'un budget limité et ne vise pas à soutenir les investissements lourds (y compris ceux qui sont énumérés dans les annexes de la directive EIE). Il se concentre plutôt sur des investissements à petite échelle et/ou des actions « douces » telles que des mesures de coopération et d'harmonisation visant à accroître les capacités des institutions, le partage des connaissances, les initiatives liées au transfert de technologie, l'utilisation des résultats de la recherche et l'adaptation aux besoins locaux et aux capacités des autorités locales et régionales, etc (voir annexe 1).</p>
b) la mesure dans laquelle le plan ou le programme influence d'autres plans et programmes, y compris ceux qui sont hiérarchisés	Non (seulement indirectement)	<p>Le type d'activités qui peuvent être mises en œuvre dans le cadre du programme sont principalement liées au processus et ne sont pas censées influencer directement d'autres plans ou programmes.</p> <p>Si certains d'entre eux (par exemple, ceux relevant de la norme ISO1) peuvent avoir une influence sur d'autres plans et initiatives, qui doivent toutefois être adaptés au niveau</p>

Critères pour déterminer l'importance probable des effets		
		<p>national ou régional, les chaînes d'impact allant des interventions du programme aux effets directs sur des secteurs spécifiques ou sur l'environnement sont plutôt longues.</p> <p>Par exemple, dans le cadre de l'ISO1, le programme cherchera à développer une approche stratégique de la capitalisation des résultats et des bonnes pratiques des programmes et des projets par le développement d'outils et d'approches et de réseaux de collaboration avec d'autres activités de capitalisation dans le cadre d'autres initiatives du programme. Cela devrait permettre de poursuivre l'exploitation et le développement des bonnes pratiques dans toutes les initiatives méditerranéennes et d'améliorer la conception et la mise en œuvre des services, systèmes, politiques et processus dans l'espace méditerranéen.</p> <p>Plus précisément, les décideurs des pays participants peuvent être soutenus dans leur travail grâce à des projets de coopération axés sur l'intégration et l'adaptation des dispositions et des normes de performance dans les cadres réglementaires, la formulation des politiques et la prise de décision des autorités régionales et locales, afin d'harmoniser les efforts déployés pour relever les défis qui concernent des zones plus larges que leur région ou leur pays. L'harmonisation des mesures relatives à l'adaptation au changement climatique et à la prévention des risques, à l'efficacité énergétique, à l'efficacité des ressources et au transfert des connaissances en matière de recherche et d'innovation en sont quelques exemples.</p> <p>Globalement, le programme devrait avoir un impact positif indirect sur l'environnement dans la région.</p>
c) la pertinence du plan ou du programme du point de vue de l'intégration des considérations environnementales, notamment la promotion du développement durable	Dans une certaine mesure (contribution neutre ou positive)	<p>Le programme Interreg NEXT MED peut contribuer à l'intégration des considérations environnementales et du développement durable par les acteurs concernés dans les plans et mesures développés pour les territoires ciblés dans la zone du programme. Dans le cadre de ses priorités, le programme va soutenir des projets de coopération qui abordent directement et indirectement les questions environnementales transfrontalières clés de la région méditerranéenne en relation avec la transition verte et la promotion d'une économie à faible émission de carbone, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, l'adaptation au changement climatique, la gestion de l'eau, l'économie circulaire visant à éliminer les déchets et à promouvoir l'utilisation continue des ressources, l'adaptation continue de la main-d'œuvre pour prévenir le chômage dans un contexte de transition verte, l'amélioration de la résilience de la région pour se préparer et s'adapter aux défis du COVID et du post-COVID.</p> <p>Il est possible de contribuer à ces questions en soutenant les actions de coopération transnationale des principales parties prenantes, qui leur permettront d'améliorer leurs</p>

Critères pour déterminer l'importance probable des effets		
		capacités et leurs compétences, de créer et d'harmoniser des réseaux de coopération et de développer des initiatives conjointes en rapport avec les domaines thématiques, qui ne devraient pas avoir d'effets négatifs, mais plutôt positifs sur l'environnement.
d) s'applique à des domaines ou à des sujets pour lesquels il existe des problèmes environnementaux	Dans une certaine mesure (principalement par le biais de projets d'infrastructure douce et/ou à petite échelle)	<p>La zone du programme Interreg NEXT MED est confrontée à des défis environnementaux et écologiques transfrontaliers complexes, tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des capacités d'adaptation au changement climatique sous-développées et des capacités institutionnelles insuffisantes ; • De nombreux secteurs dominants dans la région, comme l'agriculture, la pêche et le tourisme, sont peu résilients et devraient être gravement touchés par le changement climatique. • Des risques environnementaux plus fréquents et plus lourds, dus au changement climatique et à des phénomènes météorologiques extrêmes comme les inondations, les sécheresses, les incendies, les espèces envahissantes, etc ; • Ressources en eau inégalement réparties, pollution accrue, distribution inefficace et mauvaise gestion des eaux usées ; • Traitement des eaux usées incomplet et globalement peu efficace ; • Le cycle de recyclage et de réutilisation n'est pas entièrement en place ; • Une forte dépendance à l'égard des combustibles fossiles, une faible efficacité énergétique et une population croissante ; • Sources d'énergie renouvelables sous-utilisées ; • Nécessité de renforcer la capacité des parties prenantes locales, des organismes publics et des responsables politiques à intégrer les dispositions légales, les normes et le suivi des performances dans l'administration et la prise de décision (par exemple, en ce qui concerne l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, la gestion de l'eau, les mesures d'adaptation au changement climatique, l'efficacité des ressources, etc.)
e) la pertinence du programme du point de vue de la mise en œuvre de la législation de l'UE en matière d'environnement (par exemple, plans et programmes liés à la	Pas de pertinence et d'impact directs	Le programme Interreg NEXT MED et en particulier les objectifs spécifiques de la Priorité 2 (PO2) ont un bon potentiel pour contribuer à la mise en œuvre de la politique de l'UE dans le domaine de l'environnement, comme le Green Deal européen, la stratégie de l'UE sur l'adaptation au changement climatique, le programme d'action pour l'environnement à l'horizon 2030, la stratégie de la biodiversité pour 2030 ou des réglementations comme la Directive Cadre sur l'Eau, la Directive sur les Inondations et la Directive Habitat.

Critères pour déterminer l'importance probable des effets		
gestion des déchets, à la protection des eaux)		Le programme Interreg NEXT MED devrait contribuer à divers objectifs internationaux, par exemple les stratégies macro-régionales de l'UE (EUSAIR) et les initiatives (par exemple Westmed), les objectifs de développement durable des Nations unies, la Convention pour la protection de l'environnement marin et de la région côtière de la Méditerranée (Convention de Barcelone), les initiatives de l'UpM (par exemple la déclaration ministérielle de l'UpM de 2016 sur l'énergie ou la réunion ministérielle de l'Union pour la Méditerranée sur l'environnement et le changement climatique), la proclamation des ZEE et surtout la stratégie méditerranéenne pour le développement durable, etc.
II. Caractéristiques des effets et de la zone susceptible d'être affectée	Oui/Non	Évaluation et justification
<i>Les effets environnementaux attendus :</i>		
a) peuvent avoir une durée, une fréquence, une probabilité d'occurrence et une réversibilité qui les qualifient d'importantes	Non	<p>Les types d'actions sont largement définis. Par conséquent, à ce stade, seule une estimation approximative et qualitative des caractéristiques des effets sur l'environnement est possible, car elles dépendront des projets concrets et de leur emplacement.</p> <p>Cependant, comme mentionné dans la section 4.2 ci-dessus, des impacts négatifs significatifs ne sont pas attendus, puisque le programme se concentre principalement sur des actions « douces ». Les actions soutenues sont considérées comme largement neutres ou positives pour l'environnement (principalement des impacts positifs indirects).</p> <p>Les investissements à grande échelle ne sont pas soutenus par le programme et le nombre limité d'infrastructures à petite échelle pourrait inclure des projets pilotes et des investissements dans la recherche et le partage des connaissances, sans impact négatif significatif. Les évaluations des incidences sur l'environnement et les critères de sélection des projets au cours de la mise en œuvre du programme devraient servir de garde-fous en cas d'incidences négatives imprévues.</p>
b) peuvent être cumulatives et se renforcer mutuellement	Non	<p>Sur la base de la portée thématique et des caractéristiques des types d'action, de nombreux sujets sont soit neutres pour l'environnement, soit, dans le cas des questions thématiques liées à l'environnement, on peut s'attendre à ce qu'elles aient des effets positifs.</p> <p>Dans les domaines de l'adaptation au changement climatique, de l'efficacité énergétique, de la gestion de l'eau ou de l'économie circulaire, les projets de coopération transnationale du programme peuvent avoir des effets cumulatifs sur l'environnement, qui entendent apporter des changements positifs, contribuant à l'amélioration de l'état de l'environnement et au développement durable (par exemple, soutenir la transition énergétique, protéger la</p>

Critères pour déterminer l'importance probable des effets		
		biodiversité et les masses d'eau, promouvoir des pratiques durables, par exemple dans le tourisme, etc.)
c) peuvent être de nature transfrontalière (s'étendre au-delà des frontières)	Non	<p>Compte tenu des caractéristiques du programme Interreg NEXT MED, qui soutient la coopération des acteurs concernés pour relever les principaux défis transnationaux, on s'attend généralement à ce que les impacts de ces projets soient transfrontaliers.</p> <p>En ce qui concerne les effets possibles sur l'environnement, la plupart des actions devraient être neutres ou avoir des effets directs ou indirects, tandis que dans le cas des futurs projets portant sur des sujets tels que la gestion de l'eau, le changement climatique, etc., qui devraient tous se concentrer sur des questions d'importance transnationale, les effets devraient être indirects ou même directs et positifs, améliorant les conditions environnementales des zones cibles.</p> <p>Des effets transfrontaliers positifs similaires peuvent être attendus des futurs projets liés aux initiatives conjointes transnationales de recherche et d'innovation (dans le PO1), à l'éducation, à la formation et à l'accès aux soins de santé (dans le PO4) ainsi qu'à ceux soutenant une meilleure gouvernance de la coopération (dans le ISO1).</p>
d) peuvent déclencher des changements dans l'environnement qui peuvent constituer un risque pour la santé humaine ou l'environnement (par exemple, en raison d'accidents)	Non	Compte tenu des caractéristiques du programme Interreg NEXT MED, des types d'action et des questions thématiques transnationales à traiter, on peut s'attendre à des effets principalement neutres ou positifs. Plus précisément, les initiatives visant à promouvoir l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, une meilleure gestion des déchets et de l'eau, ou les activités visant à améliorer la capacité d'adaptation aux impacts du changement climatique ainsi qu'à accroître les capacités des parties prenantes dans les secteurs de la santé et des soins sociaux afin d'améliorer l'efficacité, la résilience et la préparation devraient apporter des changements positifs dans la lutte contre les risques pour la santé humaine et l'environnement.
e) peuvent être d'une ampleur et d'une portée territoriale (géographiquement ou en termes de taille de la population susceptible d'être affectée) qui les qualifient d'importantes	Non (Ne peut être défini à ce stade. Toutefois, les effets devraient être positifs ou neutres pour l'environnement.)	Le programme Interreg NEXT MED se concentre sur des domaines thématiques où la coopération transnationale devrait apporter un changement positif à la région méditerranéenne, y compris à son environnement. Globalement, le programme devrait avoir un impact sur l'ensemble de la région, mais l'impact réel dépend des projets concrets qui seront soutenus et ne peut être correctement prédit à ce stade. Dans le cas de projets spécifiques, les incidences sur l'environnement devraient être positives. Par conséquent, les effets concrets sur l'environnement en termes d'ampleur et d'étendue spatiale ne peuvent pas être correctement estimés à ce stade, mais dans l'ensemble, ils devraient être positifs ou neutres.
f) affecter des zones ou des paysages bénéficiant	Non (effets principalement positifs)	La plupart des actions ne sont ni liées ni susceptibles d'avoir des effets environnementaux significatifs sur des zones ou

Critères pour déterminer l'importance probable des effets		
d'un statut de protection reconnu au niveau national, communautaire ou international		des paysages bénéficiant d'un statut de protection reconnu au niveau national, communautaire ou international. Certains types d'actions liées à la résilience et à l'adaptation au changement climatique, et d'autres interventions visant à lutter contre la pollution peuvent avoir des effets potentiels pertinents pour certaines zones protégées, si elles sont ciblées par un certain projet, qui devraient également être positifs.
<i>La zone qui devrait être touchée est précieuse et/ou vulnérable en raison de :</i>		
g) caractéristiques naturelles particulières ou patrimoine culturel	Non	Le programme Interreg NEXT MED et les types d'actions qu'il prévoit ne devraient pas avoir d'effet négatif sur les caractéristiques naturelles particulières ou le patrimoine culturel. D'autre part, certaines de ses activités peuvent avoir un impact positif indirect sur la nature et le patrimoine culturel, comme la promotion de pratiques durables dans l'OS 1.1 : Développer et renforcer les capacités de recherche et d'innovation et l'adoption de technologies avancées, ou d'autres projets qui soutiennent les mesures de lutte contre le changement climatique et la gestion de l'eau.
h) dépassé les normes de qualité environnementale ou les valeurs limites	Non	Compte tenu des domaines thématiques abordés et des types d'actions prévues, on ne s'attend pas à ce que les projets soutenus aient des effets tels sur les zones ciblées qu'ils dépassent les normes de qualité environnementale ou les valeurs limites (air, biologique, chimique, bruit, etc.). En effet, par exemple, les projets à soutenir dans le domaine de l'eau, de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables sont censés contribuer à l'amélioration de ce domaine, et même si c'est indirectement, à la réduction de la pollution de l'eau et de l'air.
i) utilisation intensive des terres (par exemple, production agricole intensive, etc.)	Non	Aucun des objectifs spécifiques du programme Interreg NEXT MED n'est axé sur le soutien des activités liées à l'utilisation intensive des terres. Par conséquent, en ce qui concerne le programme, aucun effet négatif de ce type ne peut être attendu dans la région et dans les zones cibles spécifiques des projets à soutenir.
Conclusion	Le programme Interreg NEXT MED 2021-2027 n'est pas susceptible d'avoir un effet négatif significatif sur l'environnement ; des effets positifs indirects à long terme sont possibles.	

5. DECISION DE L'EXAMEN PREALABLE

Sur la base de l'analyse et de l'examen du projet de programme Interreg NEXT MED, de ses caractéristiques et de la portée de ses priorités, de ses objectifs spécifiques et de ses types d'action, en relation avec les exigences et les critères de la directive ESE (2001/42/CE), il a **été possible de conclure qu'une évaluation environnementale stratégique n'est PAS nécessaire pour le programme Interreg NEXT MED 2021-2027.**

Les raisons en sont les suivantes :

- Le programme Interreg NEXT MED 2021-2027 est axé sur la coopération territoriale et n'est pas préparé spécifiquement pour l'un des secteurs énumérés à l'article 3, paragraphe 2, point a), de la directive EES, tels que l'agriculture, la sylviculture, la pêche, l'énergie, l'industrie, les transports, la gestion des déchets, la gestion de l'eau, les télécommunications, le tourisme, l'urbanisme et l'aménagement du territoire.

Il se concentre plutôt sur la coopération territoriale, en abordant les défis pertinents à une échelle territoriale plus large au sein de la région méditerranéenne, en soutenant les approches territorialement intégrées, en renforçant les capacités régionales et en institutionnalisant la coopération, qui peut être en partie liée aux secteurs mentionnés, mais qui n'est pas dédiée au développement sectoriel direct et spécifique, mais qui se concentre sur la coopération transnationale.

- Le programme n'établit pas de cadre pour l'autorisation future de projets énumérés aux annexes I et II de la directive 85/337/CEE, ni n'a d'effets significatifs sur les sites en rapport avec l'article 6 ou 7 de la directive 92/43/CEE car :
 - Les priorités et les objectifs spécifiques du programme Interreg NEXT MED ainsi que les types d'action indicatifs sont définis de manière générale et ne constituent pas un cadre pour l'autorisation de développement futur de projets nécessitant une EIE.
 - Le programme Interreg NEXT MED ne finance pas les grands investissements d'infrastructure énumérés dans les annexes de la directive EIE. Il financera des projets de nature « douce », visant principalement l'intégration et l'adaptation dans les cadres réglementaires, la formulation de politiques et la prise de décision des autorités régionales et locales en matière de dispositions et de normes de performance, la mise en œuvre de projets pilotes et de procédures de démonstration, le partage des connaissances et les initiatives liées au transfert de technologies, le développement de partenariats transnationaux/internationaux et les activités de sensibilisation, entre autres. Certains investissements à petite échelle peuvent être liés aux actions pilotes visant à relever les défis environnementaux ou aux investissements dans les infrastructures de recherche transnationales, les équipements, les incubateurs, la mise en réseau et le partage des infrastructures, qui ont une portée plutôt limitée. Les évaluations de l'impact sur l'environnement et les critères de sélection des projets au cours de la mise en œuvre du programme devraient servir de garde-fous pour atténuer tout impact négatif imprévu et réversible.
- Sur la base de l'évaluation selon les critères énumérés à l'annexe II de la directive EES et des caractéristiques des actions qui peuvent être soutenues et de leurs impacts potentiels, on peut conclure que le programme Interreg NEXT MED n'a pas d'effets directs significatifs sur

l'environnement. La plupart de ses actions proposées devraient avoir des incidences neutres ou (indirectement) positives sur l'environnement.

Compte tenu de la portée thématique des objectifs spécifiques (OS) sélectionnés, certains d'entre eux (par exemple, l'OS 1.1 : Développer et renforcer les capacités de recherche et d'innovation et l'adoption de technologies avancées ; l'OS 1.3 : Renforcer la croissance durable et la compétitivité des PME et la création d'emplois dans les PME, notamment par des investissements productifs) peuvent avoir des incidences neutres ou (indirectes) positives sur l'environnement.

Certains objectifs spécifiques traitent directement des questions et des défis environnementaux de la région méditerranéenne et devraient avoir des incidences principalement positives sur l'environnement, dans le but général d'apporter des changements et des effets positifs dans la zone du programme (par exemple, l'OS 2.1 : Promouvoir l'efficacité énergétique et réduire les émissions de gaz à effet de serre ; l'OS 2.4 : Promouvoir l'adaptation au changement climatique, la prévention des risques de catastrophe et la résilience, en tenant compte des approches fondées sur les écosystèmes ; l'OS 2.5 : Promouvoir l'accès à l'eau et la gestion durable de l'eau, et l'OS 2.6 : Promouvoir la transition vers une économie circulaire et économe en ressources).

6. ÉVALUATION DU PRINCIPE « DO NO SIGNIFICANT HARM »

Conformément au règlement sur la taxonomie de l'UE (UE) 2020/852 et au principe « do no significant harm (DNSH) », une évaluation spécifique sera effectuée pendant la phase de programmation et avant l'adoption du programme par la Commission afin d'éviter l'inclusion d'activités ou de types d'actions dans les programmes qui pourraient causer un préjudice important.

Ce chapitre se concentre spécifiquement sur l'évaluation de l'impact environnemental du programme Interreg NEXT MED en tenant compte des six objectifs environnementaux couverts par le règlement sur la taxonomie.

1. On considère qu'une activité cause un préjudice important à l'**atténuation du changement climatique** si elle entraîne des émissions importantes de gaz à effet de serre (GES) ;
2. On considère qu'une activité cause un préjudice important à l'**adaptation au changement climatique** si elle entraîne une augmentation des effets néfastes du climat actuel et du climat futur prévu, sur l'activité elle-même ou sur les personnes, la nature ou les biens ;
3. On considère qu'une activité cause un préjudice important à l'**utilisation durable et à la protection des ressources en eau et des ressources marines** si elle est préjudiciable au bon état ou au bon potentiel écologique des masses d'eau, y compris les eaux de surface et les eaux souterraines, ou au bon état écologique des eaux marines ;
4. On considère qu'une activité cause un préjudice important à l'**économie circulaire**, y compris à la prévention et au recyclage des déchets, si elle entraîne des inefficacités importantes dans l'utilisation des matériaux ou dans l'utilisation directe ou indirecte des ressources naturelles, ou si elle augmente de manière significative la production, l'incinération ou l'élimination des déchets, ou si l'élimination à long terme des déchets peut causer des dommages environnementaux importants et à long terme ;
5. On considère qu'une activité cause un préjudice important à la **prévention et à la réduction de la pollution** si elle entraîne une augmentation significative des émissions de polluants dans l'air, l'eau ou le sol ;
6. On considère qu'une activité cause un préjudice important à la **protection et à la restauration de la biodiversité et des écosystèmes** si elle nuit de manière significative au bon état et à la résilience des écosystèmes, ou si elle porte atteinte à l'état de conservation des habitats et des espèces, y compris ceux présentant un intérêt pour l'Union.

Une évaluation détaillée du projet de programme est fournie dans le tableau ci-dessous.

Tableau 7 : évaluation du principe « Do no significant harm » (DNSH)

OP/OS	Évaluation
Priorité 1 : « Une Méditerranée plus compétitive et plus intelligente »	
OS 1.1. : Développer et renforcer les capacités de recherche et d'innovation et l'adoption	<p>Cet objectif spécifique comprend différents types d'actions telles que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • A.1.1.1 : Soutien aux essais et au développement transnationaux de technologies, de processus et de services, ainsi qu'à l'adoption de la technologie, au transfert de technologie et à la commercialisation des résultats de la recherche et de la propriété intellectuelle. • A.1.1.2 : Soutien à la mise en réseau transnationale des entreprises et des universités en matière de RD&I, aux partenariats et aux plateformes de partage du savoir-faire et des résultats, en améliorant l'accès, la collaboration, la mobilité et les synergies transnationales.

OP/OS	Évaluation			
de technologies avancées	<ul style="list-style-type: none">A.1.1.3 : Soutien aux activités de recherche et d'innovation des entreprises, y compris les investissements dans les infrastructures de recherche transnationales, les équipements, les pépinières d'entreprises, la mise en réseau et les programmes transnationaux de partage des infrastructures.			
	Veuillez indiquer quels sont les objectifs environnementaux ci-dessous qui nécessitent une évaluation DNSH substantielle	OUI	NON	Justification si le choix « NON » a été fait
	Atténuation du changement climatique		✓	Le programme Interreg NEXT MED dispose de ressources financières limitées et ne soutient pas les grands projets d'infrastructure. Elle soutiendra plutôt les actions « douces » et les investissements à petite échelle qui favorisent la coopération transnationale. Compte tenu des caractéristiques du programme, des types d'actions proposés, des questions thématiques transnationales à traiter et des résultats de l'EES préalable, il a été estimé que des effets essentiellement neutres ou positifs peuvent être attendus. On peut donc conclure que les types d'actions à soutenir par le programme sont également compatibles avec le principe DNSH, car elles ne devraient pas avoir d'incidences négatives importantes sur l'un des six objectifs environnementaux couverts par le règlement européen sur la taxonomie (article 9). Plus précisément, les actions proposées dans le cadre de cet OS sont considérées comme positives pour l'environnement. En particulier, ils devraient avoir des incidences positives sur l'économie circulaire et sur l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets.
	Adaptation au changement climatique		✓	
	L'utilisation durable et la protection des ressources en eau et des ressources marines		✓	
	L'économie circulaire, y compris la prévention des déchets et le recyclage		✓	
	Prévention et contrôle de la pollution de l'air, de l'eau et du sol		✓	
	La protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes		✓	
OS 1.3 : Renforcer la croissance durable et la compétitivité des PME et la création d'emplois dans les PME, notamment par des investissements productifs	Cet objectif spécifique comprend différents types d'actions telles que : <ul style="list-style-type: none">A.1.3.1 : Soutien transnational à la co-crédation et au suivi des start-ups et des spin-offs, en encourageant leur esprit d'entreprise, l'innovation, la diversification et la croissance.A.1.3.2. : Développement et promotion de clusters, réseaux, chaînes de valeur, laboratoires vivants, incubateurs et accélérateurs transnationaux, ainsi que leur mise en réseau et l'échange de bonnes pratiques.A.1.3.3. : Développement des compétences transnationales et mesures visant à anticiper les besoins en compétences, à accroître l'esprit d'entreprise et à améliorer la capacité d'adaptation des entreprises, des travailleurs et des entrepreneurs au changement.A.1.3.4. : Services, plates-formes et réseaux transnationaux de soutien aux entreprises pour favoriser l'internationalisation des entreprises, l'adoption et l'utilisation d'éco-innovations et de technologies propres, et l'amélioration de l'environnement des entreprises.A.1.3.5. : Initiatives pour la transformation numérique des PME et le développement des compétences et des capacités, l'innovation et l'application du commerce électronique transnational.			
Veuillez indiquer quels sont les objectifs environnementaux ci-	OUI	NON	Justification si le choix « NON » a été fait	

OP/OS		Évaluation			
	dessous qui nécessitent une évaluation DNSH substantielle				
	Atténuation du changement climatique			✓	Le programme Interreg NEXT MED dispose de ressources financières limitées et ne soutient pas les grands projets d'infrastructure. Elle soutiendra plutôt les actions « douces » et les investissements à petite échelle qui favorisent la coopération transnationale. Compte tenu des caractéristiques du programme, des types d'actions proposés, des questions thématiques transnationales à traiter et des résultats de l'EES préalable, il a été estimé que des effets essentiellement neutres ou positifs peuvent être attendus. On peut donc conclure que les types d'actions à soutenir par le programme sont également compatibles avec le principe DNSH, car elles ne devraient pas avoir d'incidences négatives importantes sur l'un des six objectifs environnementaux couverts par le règlement européen sur la taxonomie (article 9). Plus précisément, les actions proposées dans le cadre de cet OS devraient avoir des effets positifs, notamment en ce qui concerne le changement climatique et l' économie circulaire (par exemple, le type d'action A.1.3.4 qui vise à promouvoir l'adoption et l'utilisation d'éco-innovations et de technologies propres)
	Adaptation au changement climatique			✓	
	L'utilisation durable et la protection des ressources en eau et des ressources marines			✓	
	L'économie circulaire, y compris la prévention des déchets et le recyclage			✓	
	Prévention et contrôle de la pollution de l'air, de l'eau et du sol			✓	
	La protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes			✓	
Priorité 2 : Une Méditerranée plus verte, à faible émission de carbone et résiliente					
OS 2.1 : Promouvoir l'efficacité énergétique et réduire les émissions de gaz à effet de serre	Cet objectif spécifique comprend différents types d'actions telles que : <ul style="list-style-type: none">A.2.1.1a : Mise en œuvre d'actions pilotes pour démontrer les avantages techniques, financiers et environnementaux des mesures liées à l'efficacité énergétique, aux sources d'énergie renouvelables et à la gestion intelligente de l'énergie.A.2.1.1b : Initiatives transnationales liées au transfert de technologies, à l'utilisation des résultats de la recherche et à l'adaptation aux besoins et capacités locaux en matière d'efficacité énergétique, de sources d'énergie renouvelables et de gestion intelligente de l'énergie.A2.1.2 : Initiatives transnationales visant à accroître la sensibilisation, les capacités et à encourager la participation active et l'inclusion des citoyens, des organisations de la société civile et du secteur privé, ainsi que la coopération avec les autorités publiques en ce qui concerne l'impact du changement climatique, l'efficacité énergétique, les sources d'énergie renouvelables et la gestion intelligente de l'énergie.A.2.1.3 : Intégration et adaptation dans les cadres réglementaires, la formulation des politiques et la prise de décision des autorités régionales et locales des dispositions et des normes de performance favorisant l'efficacité énergétique, les sources d'énergie renouvelables, le contrôle de la performance énergétique et les compteurs intelligents.				
Veuillez indiquer quels sont les objectifs environnementaux ci-dessous qui nécessitent une évaluation DNSH substantielle		OUI	NON	Justification si le choix « NON » a été fait	

OP/OS	Évaluation			
	Atténuation du changement climatique		✓	<p>Le programme Interreg NEXT MED dispose de ressources financières limitées et ne soutient pas les grands projets d'infrastructure. Elle soutiendra plutôt les actions « douces » et les investissements à petite échelle qui favorisent la coopération transnationale.</p> <p>Compte tenu des caractéristiques du programme, des types d'actions proposés, des questions thématiques transnationales à traiter et des résultats de l'EES préalable, il a été estimé que des effets essentiellement neutres ou positifs peuvent être attendus.</p> <p>On peut donc conclure que les types d'actions à soutenir par le programme sont également compatibles avec le principe DNSH, car elles ne devraient pas avoir d'incidences négatives importantes sur l'un des six objectifs environnementaux couverts par le règlement européen sur la taxonomie (article 9).</p> <p>Plus précisément, toutes les actions proposées dans le cadre de cet OS devraient avoir des effets positifs sur l'environnement, notamment en ce qui concerne le changement climatique et la réduction de la pollution (par exemple, efficacité énergétique, sources d'énergie renouvelables et gestion intelligente de l'énergie).</p>
	Adaptation au changement climatique		✓	
	L'utilisation durable et la protection des ressources en eau et des ressources marines		✓	
	L'économie circulaire, y compris la prévention des déchets et le recyclage		✓	
	Prévention et contrôle de la pollution de l'air, de l'eau et du sol		✓	
	La protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes		✓	
OS 2.4 : Promouvoir l'adaptation au changement climatique, la prévention des risques de catastrophes et la résilience, en tenant compte des approches fondées sur les écosystèmes	<p>Cet objectif spécifique comprend différents types d'actions telles que :</p> <ul style="list-style-type: none">A.2.4.1 : Mise en œuvre de pilotes et de procédures de démonstration pour accroître les capacités et les possibilités de déploiement conjoint, fournir une « preuve de concept » et renforcer l'innovation dans les domaines de l'adaptation au changement climatique, de la prévention des risques et de la résilience aux catastrophes.A.2.4.2 : Initiatives transnationales visant à accroître la sensibilisation, les capacités et à encourager la participation active et l'inclusion des citoyens, des organisations de la société civile et du secteur privé, ainsi que la coopération avec les autorités publiques en matière d'adaptation au changement climatique, de prévention des risques et de résilience aux catastrophes.A.2.4.3 : Intégration et adaptation dans les cadres réglementaires, la formulation des politiques et la prise de décision des autorités régionales et locales des dispositions et des normes de performance favorisant l'adaptation au changement climatique et la prévention des risques, y compris la planification d'urgence et de résilience.			
Veuillez indiquer quels sont les objectifs environnementaux ci-dessous qui nécessitent une évaluation DNSH substantielle		OUI	NON	Justification si le choix « NON » a été fait
Atténuation du changement climatique			✓	<p>Le programme Interreg NEXT MED dispose de ressources financières limitées et ne soutient pas les grands projets d'infrastructure. Elle soutiendra plutôt les actions « douces » et les investissements à petite échelle qui favorisent la coopération transnationale.</p>
Adaptation au changement climatique			✓	
L'utilisation durable et la protection des ressources en eau et des ressources marines			✓	

OP/OS		Évaluation			
	L'économie circulaire, y compris la prévention des déchets et le recyclage		✓	Compte tenu des caractéristiques du programme, des types d'actions proposés, des questions thématiques transnationales à traiter et des résultats de l'EES préalable, il a été estimé que des effets essentiellement neutres ou positifs peuvent être attendus. On peut donc conclure que les types d'actions à soutenir par le programme sont également compatibles avec le principe DNSH, car elles ne devraient pas avoir d'incidences négatives importantes sur l'un des six objectifs environnementaux couverts par le règlement européen sur la taxonomie (article 9). Plus précisément, toutes les actions proposées dans le cadre de cet OS devraient principalement avoir un impact positif sur l'environnement, en particulier en ce qui concerne l'adaptation au changement climatique, la prévention des risques et la résilience aux catastrophes.	
	Prévention et contrôle de la pollution de l'air, de l'eau et du sol		✓		
	La protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes		✓		
OS 2.5 : Promouvoir l'accès à l'eau et la gestion durable de l'eau	Cet objectif spécifique comprend différents types d'actions telles que : <ul style="list-style-type: none">A.2.5.1a : Mise en œuvre de projets pilotes pour démontrer les avantages techniques, financiers et environnementaux des mesures liées à la gestion du cycle de l'eau, à l'utilisation rationnelle de l'eau pour les industries et les ménages et à la réhabilitation des masses d'eau, en impliquant les autorités locales, les fournisseurs de services publics, les associations professionnelles et les agences environnementales.A.2.5.1b : Initiatives transnationales liées au transfert de technologie, à l'utilisation des résultats de la recherche et à l'adaptation aux besoins et capacités locaux des autorités locales et régionales, des fournisseurs de services publics, des associations professionnelles, des praticiens, des entreprises et des chaînes d'approvisionnement en matière de gestion du cycle de l'eau, d'utilisation rationnelle de l'eau pour les industries et les ménages et de réhabilitation des masses d'eau.A.2.5.2 : Initiatives transnationales visant à accroître la sensibilisation, les capacités et à encourager la participation active des citoyens, des organisations de la société civile et du secteur privé, ainsi que la coopération avec les autorités publiques sur les activités concernant l'impact du changement climatique, les tendances de la consommation d'eau, l'état écologique et quantitatif des ressources en eau, la gestion du cycle de l'eau, l'efficacité de l'eau et la réhabilitation des masses d'eau.A.2.5.3 : Intégration et adaptation dans les cadres réglementaires, la formulation des politiques et la prise de décision, ainsi que la formulation de dispositions et de normes de performance favorisant l'utilisation efficace de l'eau, l'adaptation au changement climatique lié à l'eau, les incitations à l'économie d'eau, la gestion du cycle de l'eau et la réhabilitation des masses d'eau (y compris la surveillance de l'utilisation de l'eau, les compteurs intelligents et la tarification de l'eau)				
Veuillez indiquer quels sont les objectifs environnementaux ci-dessous qui nécessitent une évaluation DNSH substantielle		OUI	NON	Justification si le choix « NON » a été fait	
Atténuation du changement climatique			✓	Le programme Interreg NEXT MED dispose de ressources financières limitées et ne soutient pas les grands projets d'infrastructure. Elle soutiendra plutôt les actions « douces » et les	
Adaptation au changement climatique			✓		

OP/OS	Évaluation			
	L'utilisation durable et la protection des ressources en eau et des ressources marines		✓	investissements à petite échelle qui favorisent la coopération transnationale. Compte tenu des caractéristiques du programme, des types d'actions proposés, des questions thématiques transnationales à traiter et des résultats de l'EES préalable, il a été estimé que des effets essentiellement neutres ou positifs peuvent être attendus. On peut donc conclure que les types d'actions à soutenir par le programme sont également compatibles avec le principe DNSH, car elles ne devraient pas avoir d'incidences négatives importantes sur l'un des six objectifs environnementaux couverts par le règlement européen sur la taxonomie (article 9). Plus précisément, toutes les actions proposées dans le cadre de cet OS devraient avoir des effets positifs sur l'environnement, notamment en ce qui concerne les ressources en eau (efficacité de l'utilisation de l'eau, gestion du cycle de l'eau et réhabilitation des masses d'eau).
	L'économie circulaire, y compris la prévention des déchets et le recyclage		✓	
	Prévention et contrôle de la pollution de l'air, de l'eau et du sol		✓	
	La protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes		✓	
OS 2.6 : Promotion de la transition vers une économie circulaire et économe en ressources	Cet objectif spécifique comprend différents types d'actions telles que : <ul style="list-style-type: none">A.2.6.1a : Mise en œuvre de projets pilotes pour démontrer les avantages techniques, financiers et environnementaux des mesures liées à la gestion du cycle de vie, à la conception des produits, à la gestion des déchets, à l'efficacité des ressources pour les industries et les ménages et au recyclage, avec la participation des autorités locales, des fournisseurs de services publics, des associations professionnelles, des consommateurs et des ONG, des entreprises/fournisseurs de services locaux et des agences environnementales.A.2.6.1b : Initiatives transnationales liées au transfert de technologie, à l'utilisation des résultats de la recherche et à l'adaptation aux besoins et capacités locaux des autorités locales et régionales, des fournisseurs de services publics, des associations professionnelles, des praticiens, des entreprises et des chaînes d'approvisionnement en matière de conception de produits, de gestion des déchets, d'efficacité des ressources et de recyclage.A.2.6.2 : Initiatives transnationales visant à sensibiliser et à encourager la participation active des citoyens, des organisations de la société civile et du secteur privé, ainsi que la coopération avec les autorités publiques, en ce qui concerne l'efficacité des ressources, les impacts de l'utilisation des ressources et les modes de consommation.A.2.6.3 : Intégration et adaptation dans les cadres réglementaires, la formulation des politiques et la prise de décision et la formulation des politiques des autorités régionales et locales des dispositions et des normes de performance favorisant l'efficacité des ressources, la gestion du cycle de vie, les dispositions relatives au recyclage et la prise en compte de l'économie circulaire.			
Veuillez indiquer quels sont les objectifs environnementaux ci-dessous qui nécessitent une évaluation DNSH substantielle		OUI	NON	Justification si le choix « NON » a été fait
Atténuation du changement climatique			✓	Le programme Interreg NEXT MED dispose de ressources financières limitées et ne soutient pas les grands projets d'infrastructure. Elle soutiendra plutôt les actions « douces » et les
Adaptation au changement climatique			✓	

OP/OS		Évaluation			
	L'utilisation durable et la protection des ressources en eau et des ressources marines		✓	investissements à petite échelle qui favorisent la coopération transnationale. Compte tenu des caractéristiques du programme, des types d'actions proposés, des questions thématiques transnationales à traiter et des résultats de l'EES préalable, il a été estimé que des effets essentiellement neutres ou positifs peuvent être attendus. On peut donc conclure que les types d'actions à soutenir par le programme sont également compatibles avec le principe DNSH, car elles ne devraient pas avoir d'incidences négatives importantes sur l'un des six objectifs environnementaux couverts par le règlement européen sur la taxonomie (article 9). Plus précisément, toutes les actions proposées dans le cadre de cet OS devraient principalement avoir un impact positif sur l'environnement, en particulier en ce qui concerne l'efficacité des ressources et l'économie circulaire .	
	L'économie circulaire, y compris la prévention des déchets et le recyclage		✓		
	Prévention et contrôle de la pollution de l'air, de l'eau et du sol		✓		
	La protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes		✓		
Priorité 4 : Une Méditerranée plus sociale et inclusive					
OS 4.2 : Améliorer l'égalité d'accès à des services inclusifs et de qualité en matière d'éducation, de formation et d'apprentissage tout au long de la vie en développant des infrastructures accessibles, notamment en favorisant la résilience pour l'éducation et la formation à distance et en ligne	Cet objectif spécifique comprend différents types d'actions telles que : <ul style="list-style-type: none">A.4.2.1 : Mesures et partenariats transnationaux en matière d'éducation et de formation pour anticiper les besoins en compétences, y compris par le biais de la formation en cours d'emploi et de l'expérience professionnelle.A.4.2.2 : Développement de plateformes transnationales et d'infrastructures numériques pour l'apprentissage et l'éducation en ligne.A.4.2.3 : Programmes et initiatives d'alphabétisation numérique, en particulier parmi les migrants, les NEET, les jeunes, les femmes, les personnes défavorisées, les chômeurs de longue durée et les populations rurales.A.4.2.4 : Développement de partenariats, de programmes, d'initiatives et d'innovations transnationaux/internationaux pour améliorer les possibilités d'éducation, la qualité, l'accès et la mobilité des groupes confrontés à des obstacles spécifiques à la participation (jeunes, femmes, migrants, demandeurs d'asile, chômeurs de longue durée et personnes ayant des besoins spécifiques).A.4.2.5 : Actions et services transnationaux qui favorisent l'égalité des sexes, l'égalité des chances, l'inclusion sociale, l'intégration socio-économique et l'autonomisation.				
Veillez indiquer quels sont les objectifs environnementaux ci-dessous qui nécessitent une évaluation DNSH substantielle		OUI	NON	Justification si le choix « NON » a été fait	
Atténuation du changement climatique			✓	Le programme Interreg NEXT MED dispose de ressources financières limitées et ne soutient pas les grands projets d'infrastructure. Elle soutiendra plutôt les actions « douces » et les investissements à petite échelle qui favorisent la coopération transnationale. Compte tenu des caractéristiques du programme, des types d'actions proposés, des questions thématiques transnationales à traiter et des résultats de l'EES préalable, il a	
Adaptation au changement climatique			✓		
L'utilisation durable et la protection des ressources en eau et des ressources marines			✓		
L'économie circulaire, y compris la prévention des déchets et le recyclage			✓		

OP/OS		Évaluation			
		Prévention et contrôle de la pollution de l'air, de l'eau et du sol		✓	été estimé que des effets essentiellement neutres ou positifs peuvent être attendus. On peut donc conclure que les types d'actions à soutenir par le programme sont également compatibles avec le principe DNSH, car elles ne devraient pas avoir d'incidences négatives importantes sur l'un des six objectifs environnementaux couverts par le règlement européen sur la taxonomie (article 9). Plus précisément, les actions proposées dans le cadre de cet OS devraient avoir un certain impact positif sur l'environnement (par exemple, le type d'action A.4.2.1 qui comprend des mesures de formation liées au recyclage et à l'économie circulaire)
		La protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes		✓	
OS 4.5 :	Garantir l'égalité d'accès aux soins de santé et favoriser la résilience des systèmes de santé, y compris les soins primaires, et promouvoir la transition des soins institutionnels vers les soins familiaux et communautaires	Cet objectif spécifique comprend différents types d'actions telles que : <ul style="list-style-type: none">A.4.5.1 : Développement et pilotage d'outils numériques transnationaux, d'innovations, d'applications et de services pour améliorer la fourniture de soins de santé et renforcer l'égalité et la rapidité d'accès à des services de qualitéA.4.5.3. : Mesures visant à améliorer la résilience des systèmes de soins de santé et la capacité des organisations de la société civile et des communautés en matière de soins de santé, y compris la mise en réseau transnationale, le renforcement des capacités et la formation en matière de soins de santé améliorant la préparation et l'adaptation aux pandémies et autres crises sanitaires.			
		Veillez indiquer quels sont les objectifs environnementaux ci-dessous qui nécessitent une évaluation DNSH substantielle	OUI	NON	Justification si le choix « NON » a été fait
		Atténuation du changement climatique		✓	Le programme Interreg NEXT MED dispose de ressources financières limitées et ne soutient pas les grands projets d'infrastructure. Elle soutiendra plutôt les actions « douces » et les investissements à petite échelle qui favorisent la coopération transnationale. Compte tenu des caractéristiques du programme, des types d'actions proposés, des questions thématiques transnationales à traiter et des résultats de l'EES préalable, il a été estimé que des effets essentiellement neutres ou positifs peuvent être attendus. On peut donc conclure que les types d'actions à soutenir par le programme sont également compatibles avec le principe DNSH, car elles ne devraient pas avoir d'incidences négatives importantes sur l'un des six objectifs environnementaux couverts par le règlement européen sur la taxonomie (article 9). Les actions proposées dans le cadre de cet OS devraient être largement neutres pour l'environnement.
		Adaptation au changement climatique		✓	
		L'utilisation durable et la protection des ressources en eau et des ressources marines		✓	
		L'économie circulaire, y compris la prévention des déchets et le recyclage		✓	
		Prévention et contrôle de la pollution de l'air, de l'eau et du sol		✓	
		La protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes		✓	
Priorité ISO : Une meilleure gouvernance de la coopération en Méditerranée					

OP/OS	Évaluation			
ISO 1.6 - Autres actions pour soutenir une meilleure gouvernance de la coopération	Cet objectif spécifique comprend différents types d'actions telles que :			
	<ul style="list-style-type: none">ISO.1.6.1 : Promouvoir et mettre en œuvre des mesures et des actions conjointes pour améliorer la capacité institutionnelle, l'appropriation et le partage des connaissances entre les parties prenantes, les acteurs locaux et les administrations publiques.ISO.1.6.2 : Développer et mettre en œuvre des outils communs qui peuvent contribuer à la conception d'initiatives socio-économiques et environnementales ainsi qu'à la fourniture de services publics innovants qui entrent dans le champ d'intervention du programme Interreg NEXT MED.			
	Veuillez indiquer quels sont les objectifs environnementaux ci-dessous qui nécessitent une évaluation DNSH substantielle	OUI	NON	Justification si le choix « NON » a été fait
	Atténuation du changement climatique		✓	Le programme Interreg NEXT MED dispose de ressources financières limitées et ne soutient pas les grands projets d'infrastructure. Elle soutiendra plutôt les actions « douces » et les investissements à petite échelle qui favorisent la coopération transnationale. Compte tenu des caractéristiques du programme, des types d'actions proposés, des questions thématiques transnationales à traiter et des résultats de l'examen préalable, il a été estimé que des effets essentiellement neutres ou positifs peuvent être attendus. On peut donc conclure que les types d'actions à soutenir par le programme sont également compatibles avec le principe DNSH, car elles ne devraient pas avoir d'incidences négatives importantes sur l'un des six objectifs environnementaux couverts par le règlement européen sur la taxonomie (article 9). Les actions proposées dans le cadre de cet OS devraient être largement neutres pour l'environnement. Toutefois, elles devraient viser à renforcer davantage les effets environnementaux positifs du programme (couvrant tous les objectifs environnementaux) par le biais du renforcement des capacités et d'une coopération transnationale plus efficace et durable.
	Adaptation au changement climatique		✓	
	L'utilisation durable et la protection des ressources en eau et des ressources marines		✓	
	L'économie circulaire, y compris la prévention des déchets et le recyclage		✓	
	Prévention et contrôle de la pollution de l'air, de l'eau et du sol		✓	
La protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes		✓		
Conclusion	Respect du principe « do no significant harm » Conformément à l'article 9 (4) et au considérant 10 du RDC (réglementation régissant les dispositions communes), afin de se conformer au principe « do no significant harm » (DNSH), une évaluation spécifique du programme Interreg NEXT MED a été réalisée en ce qui concerne leur potentiel à causer des préjudices importants aux objectifs environnementaux au sens de l'article 17 du règlement (UE) 2020/852 (règlement sur la taxonomie).			

OP/OS	Évaluation
	<p>Tous les types d'actions proposés par le programme ont été évalués comme compatibles avec le principe DNSH, puisqu'ils ont été évalués comme compatibles dans le cadre du guide technique DNSH du RRF (dispositif pour la reprise et la résilience).</p> <p>Étant donné que le modèle de programme dans le RDC ne prévoit pas la possibilité d'inclure une évaluation DNSH détaillée dans le programme, une déclaration spécifique basée sur cette évaluation conduite devrait être incluse dans le document de projet de programme (voir la note explicative de la Commission sur l'application de ce principe dans le cadre de la politique de cohésion EGESIF_21-0025-00 du 27 septembre 2021).</p>

7. DISPOSITIONS RELATIVES AU SUIVI

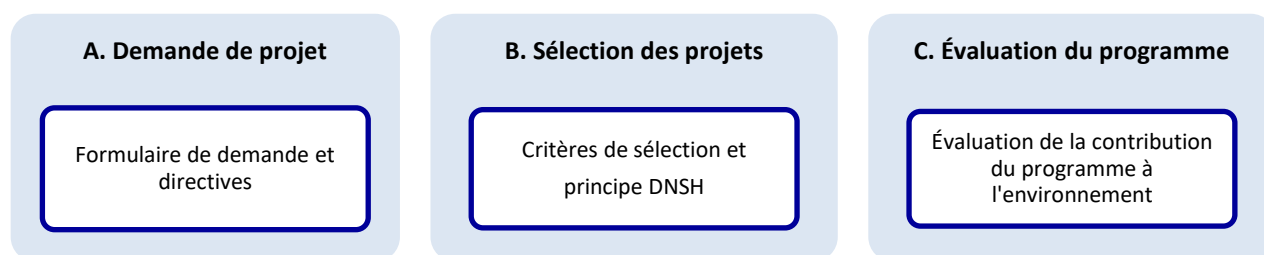
La directive EES (article 10) précise que des dispositions en matière de surveillance doivent être prescrites dans le cadre d'une évaluation environnementale stratégique afin de surveiller les incidences notables sur l'environnement de la mise en œuvre des plans et des programmes afin, notamment, d'identifier à un stade précoce les effets négatifs imprévus et d'être en mesure de prendre les mesures correctives appropriées.

En ce qui concerne le programme Interreg NEXT MED 2021-2027, aucune incidence significative susceptible d'affecter négativement l'environnement n'est à prévoir. Le programme dispose d'un budget limité et ne vise pas à soutenir des investissements lourds. Il se concentre plutôt sur les actions immatérielles ou « douces » et les investissements à petite échelle. Tout impact potentiel mineur et réversible (par exemple, lié à des projets d'infrastructure à petite échelle) ne peut être prévu par le processus de sélection à ce stade, et dépendra largement du type de projet et de l'emplacement. Dans certains cas, le projet peut également être soumis à un processus d'évaluation environnementale obligatoire conformément à la législation européenne et nationale.

Néanmoins, certaines dispositions et arrangements de suivi peuvent être proposés pour aider le programme à prévenir et à minimiser tout impact négatif potentiel sur l'environnement et à mettre l'accent sur les impacts positifs.

Dans le contexte de l'EES, il est suggéré d'envisager des dispositions et des modalités de suivi au cours des phases suivantes :

Figure 4 : Phases pertinentes pour le suivi des dispositions



Source : Sanopoulos 2022

A. Au cours du processus de demande de projet, et plus particulièrement au cours de la préparation des appels à propositions, de leur formulaire de demande et de leurs lignes directrices, les aspects suivants doivent être pris en considération :

- I. **S'assurer qu'une section est incluse dans le formulaire de demande qui permet spécifiquement aux demandeurs d'expliquer et d'auto-évaluer les effets potentiels sur l'environnement (en se basant potentiellement sur des questions directrices).**

Le formulaire de demande de projet proposé par INTERACT¹³ (septembre 2021) comprend une section spécifique dans laquelle les demandeurs de projet doivent décrire leur contribution aux principes horizontaux, notamment au développement durable en vue de promouvoir la protection de l'environnement. Cette évaluation est basée sur une auto-évaluation de la proposition de projet (effectuée

¹³ <https://www.interact-eu.net/>

par le bénéficiaire du projet et vérifiée par les JS/MA et le Comité de suivi en tant qu'organe de sélection) (voir tableau ci-dessous). Cette approche pourrait être considérée comme une bonne pratique à suivre par le programme Interreg NEXT MED 2021-2027.

Tableau 8 : Principes horizontaux

<i>Veillez indiquer quel type de contribution aux principes horizontaux s'applique au projet et justifier votre choix.</i>		
Principe horizontal	<i>Type de contribution</i>	<i>Description de la contribution</i>
<i>Développement durable</i>	<i>Neutre, effets positifs, effets négatifs</i>	
<i>Égalité des chances et non-discrimination</i>	<i>Neutre, effets positifs, effets négatifs</i>	
<i>Égalité entre les hommes et les</i>	<i>Neutre, effets positifs, effets négatifs</i>	

Source : INTERACT (Interreg Harmonised implementation tools « Application form » Demande d'application outils mise en œuvre harmonisée Interreg, septembre 2021)

II. Inclure les aspects suivants liés à la protection de l'environnement dans les lignes directrices pour les candidatures en tant que recommandations pour les candidats :

Contenu et synergies du projet :

- La cohérence et les synergies avec les stratégies et plans existants/nouveaux doivent être assurées, en particulier ceux qui traitent des questions environnementales.
- L'accent doit être mis sur la gestion des connaissances afin de garantir que les connaissances et les compétences acquises sur les sujets environnementaux soient utilisées de manière continue (par exemple par les autorités publiques).
- Il convient de garantir une collaboration durable entre les institutions publiques, les organismes de recherche et les parties prenantes concernées par les questions environnementales.

Participation des parties prenantes et du public :

- Participation des parties prenantes concernées par les questions environnementales, en particulier celles qui sont ou seront probablement affectées par ces questions.
- Il convient de promouvoir la participation des communautés et de la société civile qui sont actives dans la promotion du développement durable par divers moyens dans le cadre de la protection de l'environnement.

Mise en œuvre des dispositions :

- L'application des pratiques de marchés publics écologiques (MPE) doit être envisagée et encouragée par les demandeurs de projets, lorsque cela est possible.
- Réduire au minimum l'empreinte carbone du projet, avec par exemple :
 - l'utilisation et le partage des documents numériques dans la mesure du possible ;
 - le recours à des événements en ligne lorsque cela est possible et sans compromettre la qualité et l'efficacité des événements et actions prévus ;
 - éviter la distribution de matériel inutile et non durable pendant la mise en œuvre du projet (par exemple, du matériel promotionnel inutile et non durable et des cadeaux publicitaires) ; et

- la mise en œuvre d'activités avec une utilisation limitée de l'énergie et des ressources naturelles.

Des documents d'orientation et/ou des chapitres de recommandations spécifiquement conçus pour la protection de l'environnement et le développement durable peuvent être élaborés par l'AG. Les formations et les ateliers pourraient être des outils importants pour mettre en évidence ces aspects auprès des candidats.

B. Le suivi des dispositions du projet processus de sélection qui devraient aider à orienter le processus de demande et à classer les projets.

Lors de la sélection des processus, le programme Interreg NEXT MED 2021-2027 pourrait considérer les effets environnementaux potentiels comme une question horizontale lors de l'évaluation et de la sélection des projets en abordant spécifiquement la protection environnementale dans ses critères de sélection.

En outre, conformément au principe « do no significant harm (DNSH) », lors de l'évaluation et de la sélection des projets, les six objectifs environnementaux couverts par le règlement européen sur la taxonomie doivent être pris en compte comme suit :

- On considère que le projet cause un préjudice important à l'**atténuation du changement climatique** s'il entraîne des émissions importantes de gaz à effet de serre (GES) ;
- On considère que le projet cause un préjudice important à l'**adaptation au changement climatique** s'il entraîne une augmentation des effets néfastes du climat actuel et du climat futur prévu, sur l'activité elle-même ou sur les personnes, la nature ou les biens ;
- On considère que le projet cause un préjudice important à l'**utilisation durable et à la protection des ressources en eau et des ressources marines** s'il porte atteinte au bon état ou au bon potentiel écologique des masses d'eau, y compris les eaux de surface et les eaux souterraines, ou au bon état écologique des eaux marines ;
- On considère que le projet cause un préjudice important à l'**économie circulaire**, y compris à la prévention et au recyclage des déchets, s'il entraîne des inefficacités importantes dans l'utilisation des matériaux ou dans l'utilisation directe ou indirecte des ressources naturelles, ou s'il augmente de manière significative la production, l'incinération ou l'élimination des déchets, ou si l'élimination à long terme des déchets peut causer des dommages environnementaux importants et à long terme ;
- On considère que le projet cause un préjudice important à la **prévention et à la réduction de la pollution** s'il entraîne une augmentation significative des émissions de polluants dans l'air, l'eau ou le sol ;
- On considère que le projet cause un préjudice important à la **protection et à la restauration de la biodiversité et des écosystèmes** s'il nuit de manière significative au bon état et à la résilience des écosystèmes, ou s'il porte atteinte à l'état de conservation des habitats et des espèces, y compris ceux présentant un intérêt pour l'Union.

Si l'on s'attend à ce que la demande de projet ait des incidences négatives sur l'environnement en fonction des critères de sélection et des six objectifs environnementaux couverts par le règlement sur la taxonomie, la demande doit être envoyée aux demandeurs pour clarification et éventuellement révision et nouvelle soumission. Cela permet de garantir que les projets ayant des incidences négatives potentielles sur l'environnement ne seront pas sélectionnés et financés. Cet aspect doit être expliqué dans les directives de candidature.

L'application prévue des pratiques de marchés publics écologiques (MPE) par les candidats au projet peut être l'un des aspects qui peuvent être pris en compte par l'AG et le CG lors de l'évaluation du critère de développement durable.

En outre, l'autorité de gestion doit marquer les propositions de projets pour lesquelles les demandeurs mentionnent dans la demande qu'ils sont soumis à un processus d'évaluation environnementale obligatoire conformément à la législation européenne et nationale (par exemple, l'évaluation de l'impact environnemental).

Au cours de la mise en œuvre du projet, il convient également de surveiller l'avancement et la mise en œuvre du projet aux différentes étapes de son cycle de vie, y compris les contrôles sur place (si nécessaire) pour s'assurer que les aspects environnementaux sont pris en considération.

C. Dans le contexte de l'EES, l' évaluation du programme doit répondre à une question d'évaluation clé qui est également liée aux critères du processus de sélection :

« QE 1. Les activités du programme ont-elles apporté une contribution positive à l'environnement ? »

Pour répondre à cette question, l'évaluateur du programme pourrait examiner la contribution aux questions environnementales énumérées à l'annexe I de la directive EES, telles que :

- Biodiversité
- Sol
- Eau
- Climat
- Air
- Paysage
- Santé humaine/population
- Patrimoine culturel et biens matériels

L'évaluation du programme doit permettre de déterminer si les impacts environnementaux positifs probables envisagés dans le processus de sélection se sont produits ou non, et si la dimension environnementale a été prise en compte.

ANNEXE 1 : AUTORITES ENVIRONNEMENTALES

Tableau 9 : Liste des autorités environnementales compétentes pour l'EES

Non	Pays ¹⁴	Autorité environnementale
1	Chypre	Département de l'environnement, ministère de l'agriculture, du développement rural et de l'environnement
2	France	Ministère de la transition écologique Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD)
3	Grèce	Ministère de l'environnement et de l'énergie <ul style="list-style-type: none"> ▪ Direction générale de la politique environnementale ▪ Direction des licences environnementales
4	Italie	Ministère italien de l'environnement, du territoire et de la mer (IMELS) Direction générale de la croissance durable et de la qualité du développement
5	Malte	Ministère de l'environnement, du changement climatique et de la planification
6	Portugal	Agência Portuguesa do Ambiente (Agence portugaise de l'environnement) Agência para o Desenvolvimento Regional I.P. (Agence pour le développement régional)
7	Espagne	Ministerio para la Transición Ecológica y el Reto Demográfico (Ministère de la transition écologique et du développement démographique) Ministerio para la Transición Ecológica y el Reto Demográfico, Dirección General de Calidad y Evaluación Ambiental/Subdirección general de Evaluación Ambiental
8	Algérie	Ministère de l'environnement
9	Égypte	Agence égyptienne des affaires environnementales
10	Israël	Ministère de la protection de l'environnement Division des relations internationales
11	Jordanie	Ministère de l'environnement
12	Liban	Ministère de l'environnement
13	Palestine	Autorité chargée de la qualité de l'environnement (AQE)
14	Tunisie	Ministère des affaires locales et de l'environnement
15	Turquie	Ministère de l'Environnement et de l'Urbanisation Direction générale de l'autorisation et de l'inspection des EIE/ Département des investissements en infrastructures EIE et évaluation environnementale stratégique Direction des affaires de l'Union européenne, DG Coopération financière et mise en œuvre des projets, Unité pour la coopération transfrontalière et les programmes de l'Union

Source : Sanopoulos, avec le soutien de l'AG

¹⁴La Libye et le Maroc ne participent pas au programme Interreg NEXT MED 2021-2027. Par conséquent, les autorités environnementales compétentes de ces pays ne sont pas incluses dans le tableau.